LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1610

du 28 octobre au 4 novembre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Au lieu de discourir continuellement sur la violence, on ferait mieux de cogner. »

Roland Topor

Travaillons moins vivons mieux

Daniel Maunoury

Retraites

Continuons le blocage
page 3

Marseille en lutte
page 4

Resituons le débat
page 11

Éducation

Autoritarisme et AG
page 7

Alternatives

Vers une cogestion de notre domination ?
page 9

Prison

Feu aux cellules
page 10

Sciences

Anarchisme et sciences
page 17

Histoire

Les lascars du lep
page 19

Lecture

L'oligarchie part en guerre
page 16

M 02137 - 1610 - F: 2,50 €

Sommaire

Au sujet de l'augmentation du prix de notre journal

Le Monde libertaire est passé de 2 euros à 2,50 euros. Pourquoi ? D'abord parce que les charges qui pèsent sur la fabrication et la distribution du *Monde libertaire*, n'ont cessé d'augmenter sans être répercutées sur le prix de vente. Ensuite parce que la refonte des barèmes de Presstalis (notre diffuseur) nous coupait de tout revenu de sa part. Les tarifs appliqués par la messagerie de presse sont désormais basés sur le « coût réel » de la diffusion, et non plus sur une péréquation qui garantissait aux publications politiques une présence chez les marchands de journaux, dans la mesure de leurs moyens mais au même titre que n'importe quel représentant de la presse généraliste ou spécialisée.
Pour que *Le Monde libertaire* survive à cette mesure scélérate, il nous fallait réagir. Cet effort supplémentaire que nous vous demandons, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, est important. Nous ne doutons pas un seul instant que, conscients des enjeux, vous resterez fidèles à notre journal, et que vous nous aiderez à renforcer sa diffusion.
Achetez *Le Monde libertaire* en kiosques, faites-le découvrir à votre entourage, abonnez-vous ! Du matériel de propagande (affiches, autocollants) est à votre disposition, gratuitement, à notre adresse (Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris). N'hésitez pas à nous contacter pour en faire bon usage.

Allez, on va gagner, André Sulfide, *page 3*

Marseille en lutte, par Thierry, *page 4*

L'autruchon gris, par F. Ladrisse, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Pas de pause dans le conflit social, par J.-P. Germain, *page 7*

De l'autoritarisme dans les AG, par Marjolaine, *page 7*

Vie associative et changement social, par G. Goutte, *page 9*

Prisons... destruction, par N. Potkine, *page 10*

Globalisation et retraites, par R. Boullard, *page 11*

La caste des riches, par P. Thiesset, *page 16*

Sciences et méthode, par M. Silberstein, *page 17*

Les lascars du lep, Laurent, *page 19*

Vie du mouvement, *page 21*

Les ondes libertaires, *page 22*

Semaine de lutte, semaine de culture, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Le peuple uni ne sera pas vaincu

Que dire de la semaine passée? Peut-on obtenir des événements transmis par les journaux, radios et télévisions – ainsi que des modalités de cette transmission – une analyse nouvelle? A-t-on quelque chose à ajouter, sur le sujet précis des retraites par exemple, aux discours qui contredisent le gouvernement et le Parlement? Les critiques les plus pertinentes, cohérentes et solides contre les structures médiatiques, politiques, juridiques, économiques, etc., ont été formulées toutes ensemble mille fois par les anarchistes. Avec si peu d'écho. Faisons un pari, celui de se répéter en espérant être cette fois entendu. Faisons le pari de parler séparément de chaque sujet, en espérant être entendu par chaque milieu concerné. C'est un pari difficile tant il y a de raisons d'être en colère. Commençons par nous heurter au Spectacle. Qui n'a pas été confronté aux images des « casseurs », qui opposent une violence inconcevable à l'encontre de ces pauvres vitrines qui ne leur ont rien fait? Depuis la Commune et bien avant même, les partisans de l'ordre établi usent de cette vieille technique pour faire perdre de sa crédibilité à un mouvement social, tout en fournissant de désagréables prétextes à la répression policière. Ces gens-là puent. Les exécutants de la répression aussi. Au passage il faut, à propos de la police, remercier la Cnil de nous fournir une énième source d'énervement: son enquête a révélé l'existence de fichiers illégaux dont l'un, sous forme de fiches en carton, concerne plus de 60 millions d'individus; un autre mentionne explicitement les origines ethniques des personnes fichées. Ah, ce sont de petits cachotiers ces gendarmes! Après tout, l'exécutif regorge de pourritures. Prenez ce préfet qui a réquisitionné les salariés de la raffinerie de Grandpuits, les obligeant à travailler alors qu'ils exerçaient leur droit de grève et s'appuyant sur une loi de 2003, proposée à l'époque par le ministre de l'Intérieur (qui n'est autre que l'actuel président de la République). N'évoquons pas les agissements des ministères de l'Immigration, de la Justice, de la Santé et autres, nous risquerions de nous fâcher tout rouge – et noir. Toutes les luttes contre les injustices sociales organisées ne convergent pas, parce qu'à chaque fois on fait ce pari de parler séparément de chaque sujet. Mais aussi parce que plusieurs millions de personnes en colère valent moins que quelques centaines d'ordures. Et plutôt que de lancer un appel incantatoire à la solidarité entre toutes les luttes, j'aurai l'audace, certes naïve, d'appeler ces flics, ces patrons, ces hommes politiques qui ont encore une conscience – tous ne puent pas, tous ne sont pas des pourritures, tous ne sont pas des ordures – à tout lâcher et à nous rejoindre.

Bibo

Moi qui d'habitude n'y prête guère attention, je me surprends à appréhender cette Toussaint qui approche. La superstition n'y est pour rien. Je crains simplement – et je ne dois pas être le seul – qu'une ambiance funèbre ne couvre trop brutalement un mouvement social logique, vivant et inventif, qui maintenant éclate ça et là en révoltes spontanées.

Qui peut se réjouir comme hier de ces journées d'action aux affluences record? De nouveaux rendez-vous sont annoncés qui, n'en doutons pas, seront massivement suivis. Mais le pic est sans doute passé. Alors, qu'attendre d'autre désormais qu'un inéluctable délitement, à mesure que les centrales syndicales estimeront avoir obtenu un « maximum réaliste » et que les manifestants, lâchés, se retrouveront de plus en plus isolés dans les cortèges?

Depuis quelques jours, ce beau mouvement se radicalise. Avec une intelligence, une détermination, et une précision remarquables, les grévistes – sans être nécessairement nombreux – paralysent les centres névralgiques de l'économie, faisant au pays tout entier la démonstration de la vulnérabilité du capitalisme.

Cela, le pouvoir ne le supporte pas.

Déjà, il envoie ses nervis assermentés casser les piquets de grève et ses préfets réquisitionner les salariés en lutte. Désormais, le combat s'est engagé sur le terrain de l'action directe, celui d'un peuple qui s'affranchit des bonzes syndicaux, jette aux orties les promesses frelatées des politicards, et désobéit aux ordres aboyés par un pouvoir en état d'alerte.

Ce dernier va tout faire pour juguler et briser cette volonté de prendre ses affaires en mains, à commencer par la lutte et les moyens choisis pour la rendre la plus efficace possible. Et, dans un premier temps, il n'a pas d'autre choix que de briser le soutien – essentiellement moral pour le moment – que la majeure partie de la population porte au mouvement de grève, y compris à sa frange la plus combative.

Ne soyons pas surpris de voir les flics provoquer, harceler, attaquer brutalement manifestants et grévistes, afin d'allumer des affrontements dont, même blessés, ils sortiront vainqueurs. Ne soyons pas surpris d'entendre l'appareil médiatique raccorder ses violons sur la gamme sécuritaire pour mieux rassembler, par la peur, une majorité émotive derrière son chef. Ce sont là de vieilles recettes et ne nous y trompons pas: elles sont redoutables.

À l'heure où les pantins sénatoriaux et parlementaires ont rempli leur office, nous sommes à la croisée des chemins: ou bien le mouvement social sera conduit à la même défaite que celle subie en 2003, et nous en sortirons plus démoralisés que jamais. Ou bien nous saurons construire des espaces et des mécanismes de solidarité efficaces, afin de préserver voire renforcer un rapport de force favorable et une unité populaire vitale.

Une dynamique de coordination et de convergence de lutte des exploités et des « sans » (sans-papiers, sans-travail, sans-voix…) constitue désormais tout l'enjeu du mouvement. Elle seule pourra conduire à une victoire qui nous fera prendre conscience de notre force, et cela ne sera pas inutile pour l'avenir. Si les choses se passent autrement, nous risquons de porter, encore, le deuil de notre émancipation.

André Sulfide

Marseille en effervescence

Thierry

Groupe Germinal (13)
de la Fédération anarchiste

Difficile de répertorier tous les mouvements sociaux actuels à Marseille. Certains sortent du lot, d'autres ne sont pas médiatisés.

Ce qui fait la force de ces mouvements c'est qu'ils ne se limitent pas à une lutte catégorielle, mais qu'ils ont tous ont un point commun : la lutte contre la contre-réforme des retraites.

Tour des luttes

Tout d'abord, les grèves ponctuelles. Elles rassemblent de plus en plus de monde et sur une base intersyndicale. Certes, les manifestations du samedi permettent aux gens du privé de pouvoir venir et aux familles de profiter du grand soleil, mais les manifs, les jours de grève, ne désemplissent pas ! Je passe sur les chiffres, les flics divisent systématiquement par dix ceux des syndicats, car tout le monde est d'accord sur un fait : la mobilisation ne fait qu'augmenter en nombre de participants.

Mais les grèves ponctuelles finissent par lasser et cela a poussé des travailleurs à se mettre en reconductible. Des préavis tombent tous les jours, dans tous les domaines et encore plus depuis le 12 octobre, qui semble être un tournant dans la mobilisation. Ce n'est guère étonnant car que ce soit les métiers où les femmes sont surreprésentées (des métiers que les femmes commencent très souvent en contrats précaires) ou les métiers qui exigent beaucoup du corps (mécaniciens sur les trains, etc.), les répercussions du recul de l'âge de la retraite sur la vie de ces travailleurs sont immédiatement perçues.

Si l'intersyndicale prépare essentiellement les grèves ponctuelles ou les actions en dehors des jours travaillés à la base les manifs, les actions, la grève c'est tous les jours. Ainsi, entre le 12 octobre et le 16 octobre, les agents des impôts poursuivent leur grève reconductible commencée une semaine avant ; les agents du Trésor ont reconduit le 13 octobre au matin leur mouvement de 24 heures ; des territoriaux de la ville et de la communauté urbaine (essentiellement les cantinières) reconduisent quotidiennement leur arrêt de travail de 24 heures depuis le 23 septembre et ont annoncés qu'ils s'arrêteront pas avant le 23 octobre ; même topo chez les territoriaux d'Istres, Martigues, Port-de-Bouc, Miramas et Port-Saint-Louis ; les salariés des terminaux pétroliers du grand port maritime de Marseille (ex-port autonome) sont en grève de 24 heures reconductible depuis le 27 septembre ; les dockers de Marseille et de Fos ont renouvelé leur décision de cesser le travail durant les week-ends ; les salariés de Boluda, entreprise de remorquage, sont en grève reconductible, comme les marins de la SNCM (Société nationale maritime Corse Méditerranée) et de la CMN (Compagnie méridionale de navigation) ; à la SNCF, les agents votent chaque matin la reconductibilité de la grève ; dans l'Éducation nationale, l'AG des grévistes du 12 octobre a voté la grève reconductible et des actions ont été décidées ; une douzaine de lycées bloqués dès le jeudi 14 octobre par les lycéens…

Les blocages qui font le plus de mal pour l'économie sont ceux du port : 40 navires sont en attente dans la rade de Fos, 20 dans la rade de Marseille et trois péniches sur le Rhône. Dans les bassins de Marseille, deux porte-conteneurs et deux cargos sont à quai, trois autres sont en attente dans la rade. Trois navires de la SNCM (rouliers et ferries mixtes) et un de la CMN, affectés par le mouvement de grève des marins, ont annulé leur rotation. Les autres navires de ces compagnies sont bloqués en Corse.

La preuve que c'est bien là un point sensible pour l'économie c'est que deux escadrons de gendarmerie mobile ont brisé le blocage du dépôt pétrolier de Fos le samedi 16 octobre, vers 3 h 30. Du coup, les agents portuaires ont décidé de bloquer tous les accès du grand port maritime de Marseille. Plus aucune marchandise ne rentre ou ne sort de l'enceinte.

Des AG se déroulent encore et encore le samedi 16 octobre pour décider de la semaine du 18 octobre. De belles journées de lutte en perspective avec les éboueurs qui entament leur conflit et les AG étudiantes qui débutent, sans oublier les postiers.

Analyse du mouvement

Cependant, il ne faut pas tomber dans l'euphorie. Des dissensions existent, tout le monde n'est pas favorable à la grève reconductible, même si beaucoup de monde le demandent.

Tout d'abord, l'attitude des bureaucrates syndicaux qui se réunissent dans les intersyndicales est encore une fois à déplorer. Leurs appels ne concernent que la reconduite de la mobilisation mais sans parler franchement de grève reconductible. Ils favorisent les actions symboliques en fin de journée – retraite au flambeau – ou en fin de semaine –

manif du samedi. Dans des AG, notamment celles de l'Éducation nationale, nous voyons toujours les mêmes têtes chez ceux qui organisent le débat. Ils ont l'art et la manière pour ignorer les propositions qui ne leur conviennent pas, pour forcer, en se relayant dans l'argumentation, une décision de vote. Les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires présents font tout pour que la lutte soit autoorganisée, mais la machine en face est solide et bien huilée. Quand un copain syndicaliste révolutionnaire propose des commissions de travail, personne ne s'y oppose, mais quand ladite commission fait des propositions, elles sont arrangées pour que les Politburos puissent continuer leur travail de sape de l'autogestion de la lutte. D'ailleurs, et ce n'est pas un hasard, nous voyons, parmi ces pontes de la manipulation, des militants NPA ou Front de Gauche et timidement LO.

Aujourd'hui, l'intersyndicale est un frein à l'expansion de la grève. Les travailleurs prennent sur eux de partir ou pas, mais beaucoup trop attendent la voix de leur responsable syndical. J'en veux pour exemple les cantinières qui sont en grève tournante depuis le 23 septembre mais sans FO-CGT, qui est le plus gros syndicat. Donc, plus de la moitié des cantinières ne sont pas en grève…

À ce propos, ce syndicat joue encore et toujours un jeu très trouble. En effet, quand ils sont en congrès, les territoriaux FO ont pour invité spécial le maire de Marseille, M. Gaudin, UMP proche de l'Opus Dei. Et maintenant, alors qu'ils sont les plus virulents en AG pour appeler à la grève générale, aucun syndicat FO n'a appelé à la grève reconductible. Il aura fallu attendre trois semaines pour qu'ils se décident enfin…

Mais l'obstacle premier à la mobilisation reste les patrons et les flics. On l'a vu, ces derniers sont mobilisés quand il faut casser une grève (sur le port). Tandis que les premiers diffusent des mensonges sur les salaires des grutiers du port afin que leur mouvement soit impopulaire. Manœuvre perdue puisque les patrons ont reconnu être allés trop loin, mais le mal est fait.

En ce qui concerne la bataille des chiffres sur le nombre de personnes présentes dans les manifestations, un syndicat de flic (FO) a contesté ceux donnés par la préfecture en accusant sa hiérarchie de manipuler les chiffres. Il est vrai que le premier problème de ce syndicat n'est pas que la vérité soit établie, mais que les flics ne sont plus crédibles.

Perspectives

Qu'est-ce que tout cela va donner ? La détermination est toujours là. Mardi 19 octobre, grève dans l'Hexagone et jeudi 21 octobre grève dans l'académie d'Aix-Marseille pour l'Éducation nationale, sans compter les appels à la reconduction qui continuent de tomber !

Continuons à lutter sur notre lieu de travail et en interprofessionnel dans des AG de lutte en faisant tout pour qu'elles soient autogérées par les travailleurs en grève. N'oublions pas les actions pour montrer notre détermination. Faisons tout pour que la grève soit maintenue après la rentrée scolaire. T.

Quand l'autruche éternue…

Du temps où on *naissait* plus jeunes

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? En raison d'un mouvement de grève impliquant une certaine catégorie de volatiles dont l'autruche, cette rubrique sera consacrée en totalité à… la grève. (Nous prions nos lecteurs de bien vouloir éviter de nous en excuser.) Ah, la grève… Au Sénat règne en ce moment un suspense intenable car, tandis que s'écrivent ces lignes, est en train d'être votée la loi portant réforme du système des retraites. En même temps, on s'en tamponne, mais à fond. On s'en bat l'occiput, mais grave. Que nous chaut le vote de la chambre dite haute, en vérité gérontostère patenté, anté-mouroir aux relents de triques viagrées et de poudre à la naphtaline ? Qu'une poignée de sénilologues vantent le courage des croulants ne change rien à l'affaire : le vote du Sénat n'a, au sens strict du terme, aucune espèce d'importance. Pareillement, les propos d'un certain Vial, Olivier, président d'un certain collectif Stop La Grève, lequel se révèle être une ramification, je te le donne en mille Lucille, de l'Uni… « *Nous voulons faire entendre la voix de la majorité silencieuse, des opprimés victimes d'une prise en otage par les grévistes* », assure le garçon qui, dans le même temps, juge que les sondages donnant une majorité de Français favorables à la poursuite du mouvement, eh bien ces sondages « *ne sont pas justes* ». Si tu le dis… « *Je peux vous promettre que quand on se rend, comme moi, sur le terrain, on voit bien que…* » Bon ça suffit, ferme ta bouche, petit bourgeois : c'est quoi pour toi, le terrain ? Le marché des Sablons à Neuilly-sur-Seine, le dimanche ? Néanmoins et comme il se doit, c'est rien de dire que ce collectif bénéficie de soutiens de poids, notamment de la part des médias officiels. Ainsi Gérard Carreyrou, indécrottable brailleur et toujours dans le sens du vent, déclarait la semaine dernière : « *On a le droit de faire grève, on a le droit de manifester, on a aussi le droit de circuler : c'est une liberté fondamentale.* » Reste à inscrire le droit de faire la plein dans la Constitution. Pour Carreyrou, de toute façon, « *c'est fini, c'est terminé, Nicolas Sarkozy a gagné la bataille* ». En voilà, de la belle analyse journalistique, objective, non influencée ! Copé, pour sa part, jouait comme à son habitude sur le registre « la grève, c'est ringard ». « *Je comprend que certains soient grognons* », osait-il au plus fort des manifestations, au moment même où Hortefeux envoyait sa flicaille aux trousses de la jeunesse et des ouvriers de la pétrochimie, tous pareillement révoltés, « *mais bloquer des dépôts, c'est d'un autre temps !* ». N'écoutant que son courage, front en sueur et micro tremblant, le journaleux osa tout de même lui demander à quelle époque petit Copé faisait référence. « *Du temps où on bloquait les usines, c'est-à-dire il y a plusieurs siècles !* » Les personnels de Filtrauto, de Nutrea, de Jacob Delafon, j'en passe et des dizaines, apprécieront. Pendant ce temps, le seigneur du Château réfléchissait lui tranquillou à son futur remaniement, tout en croquant dans sa brioche. Le moins qu'on puisse dire est que Sarko n'a pas fait preuve, ces temps-ci, d'un exemplaire courage. Tout au plus a-t-il, en passant, « *ordonné le déblocage de tous les dépôts de carburants* », ce qui eut pour effet inverse de renforcer encore la détermination des camarades, sur les piquets. Il a prévenu, aussi, que « *certaines limites ne doivent pas être franchies* ». On n'en saura pas plus, mais comme en matière de franchissement c'est un connaisseur qui parle, on suppose que, lui, se comprend. Lâchant sa brioche pour une moule, Sarkozy s'est aussi offert une ballade à Deauville, en compagnie de Merkell – note de la rédaction : ce n'est pas le nom de son labrador, mais celui de l'actuelle chancelière allemande. Merkell la fidèle, à l'indéfectible soutien : « *En Allemagne comme en France, la population ne pourra pas éviter de regarder la vérité en face, et la vérité c'est que les gens vivent plus vieux.* » Merci, chère Angela, de cet éclairage précieux. Reste à savoir si « *les gens* » ne naîtraient pas plus jeunes.

À tout de suite dans la rue !

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Répression

Samedi 16 octobre : à Paris, des incidents ont opposé des flics et des autonomes et inorganisés devant l'Opéra Bastille. Trente d'entre eux ont été interpellés. La préfecture de Lyon annonce une soixantaine d'arrestations en deux jours. Si c'est comme le comptage des manifestants, on peut s'attendre à ce qu'ils soient au moins dix fois plus ! À Saint-Nazaire, un camarade de la CNT est en taule pour avoir refusé la comparution immédiate. Il ne passera pas au tribunal avant mi-novembre. Le tribunal de Saint-Nazaire, toujours, a condamné à des peines de prison ferme trois hommes impliqués dans des heurts avec la police après la manifestation.

Mardi 19 octobre et jours suivants : affrontements d'une ampleur jamais connue à Chambéry : 9 arrestations, 5 blessés dont certains aux urgences de l'hôpital (bilan provisoire). Plus de 30 interpellations ou garde à vue depuis lundi 18. À Poitiers, une lycéenne frappée violemment au ventre : trois côtes fêlées. Nombre impressionnant de CRS et de BACeux. Plusieurs tentatives d'arrestations au sein du cortège à coups de gaz et de matraques. Sans raison apparente, un camarade de la CNT a été maltraité (lacrymo, plaquage au sol) et embarqué violemment, avec garde à vue de 24 heures, et poursuivi pour « jet de projectiles ». À Mulhouse, 400 manifestants agressés dans le centre ville. Cinq arrestations dont quatre gardes à vue. Même provocation et violence policière à Metz lors d'une manifestation lycéenne : deux gardes à vue. À Ottmarsheim (port du Rhin, 68), les gardes mobiles ont délogé 200 salariés qui bloquaient l'écluse. Heureusement, pas d'arrestations.

Un sans-papiers tué par la police

Ce qui devait être une « expulsion ordinaire » a viré, le 12 octobre, en véritable drame. Jimmy Mubenga, jeune père de famille de quatre enfants, a été tué par la police anglaise dans l'avion qui devait le ramenait en Angola. Les passagers et le personnel de bord ont été traumatisés par la violence des policiers. Les « résistants de Londres » vont probablement organiser une grande manifestation dans les prochains jours pour exprimer son ras-le-bol aux autorités anglaises. À suivre.

Roms : ça bouge !

Le directeur du Centre européen pour les droits des Roms estime que la France n'est pas blanchie des soupçons de discriminations vis-à-vis des Roms. Rob Kushen se réfère notamment au communiqué de l'Élysée du 28 juillet où, selon lui, les Roms sont spécifiquement ciblés pour des évictions et des expulsions.

Homophobie : trop souvent !

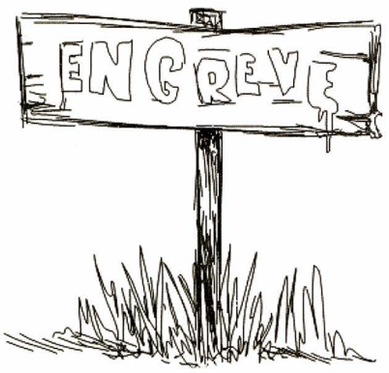
Frédéric, un jeune homme de 32 ans, s'est fait bousculer volontairement dans une sandwicherie, tandis qu'il faisait la queue à trois heures du matin, par trois individus qui l'ont traité de « sale pédé » de manière très agressive. Frédéric leur demande alors poliment de cesser leurs insultes. Ses agresseurs, pour toute réponse, le jettent brutalement au sol en le martelant de coups de pieds sur tout le corps tout en continuant à se répandre en insultes homophobes. Toute la scène s'est déroulée très vite, sans que personne n'intervienne ni ne vienne en aide à la victime. Le visage ensanglanté, Frédéric a été emmené par les pompiers à l'hôpital le plus proche et en est ressorti avec cinq points de sutures autour de l'œil gauche et un gros hématome. Les médecins du service des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu lui ont reconnu sept jours d'incapacité totale de travail.

USA contre l'homophobie

Une campagne spontanée a été lancée aux États-Unis via YouTube pour soutenir les adolescents homosexuels victimes d'homophobie, après une vague de suicides de jeunes à travers le pays.

Salles de shoots

PS, PC, Verts, Nouveau centre, Modem ont voté « pour » les salles de consommation à moindre risque (SCMR). Évidemment, l'UMP a voté « contre ». Ce qui était insupportable, selon un camarade d'Act-UP Paris, ce sont les mensonges de l'UMP parisienne qui n'hésitait pas à dire des contrevérités et à s'asseoir sur le rapport de l'Inserm.



PAVÉ D'ANAR

avec SADIA et MAZOCH KROKAGA

Pas de pause dans le conflit ?

Selon les médias, pas tous, le mouvement se durcit, 69 % des Françaises et des Français le soutiennent toujours. Et tout ça s'enracine et se montre… à la télé, à la une des journaux, et le locataire de l'Élysée ne peut plus dire que quand il ya une grève plus personne ne s'en rend compte.

Le « patron » de la CFDT a beau déclarer *urbi et orbi* qu'il faut se garder de toute radicalité, la rue lui montre le contraire. Son homologue de la CGT se met plus en veilleuse et les réunions informelles avec les pouvoirs publics doivent faire florès. Bien sûr, on peut dire que « *poussés par leur base les syndicats tiennent le cap* » et, il est vrai, toutes les boutiques syndicales laissent éclater leur colère dans les lieux de conflit.

Il y a, bien sûr, les diverses raffineries « filtrées », des rendez-vous syndicaux (28 octobre et le 6 novembre), mais la mayonnaise va-t-elle prendre ? C'est la question que tout le monde, acteurs et spectateurs du mouvement social, se pose. Juridiquement, tout semble bloqué mais ce ne serait pas la première fois qu'une loi reste dans un placard. Pour autant, avec les vacances scolaires, il y a d'autres interrogations. Des jeunes sont entrés massivement dans l'action, lycéens et étudiants. Mais dans certaines gazettes on se demande si c'est « *une chance ou une crainte, celle de voir le mouvement déraper* ». En mai 1968, on n'avait pas appuyé sur un bouton de commande pour tout déclencher, ce sont les événements qui ont tout emporté.

On nous reprochera certainement de trop parler de nos camarades picards, mais ça a encore chablé la semaine dernière : « *Le gouvernement fait appel aux forces de l'ordre pour venir casser des gens qui ne sont que des manifestants, hier au soir, sur la zone industrielle d'Amiens des salariés de tout bord, des étudiants, des demandeurs d'emploi, bref la France qui lutte ont eu en fait à faire avec des CRS qui ont utilisé des lacrymogènes en grande quantité pour faire évacuer les ronds-points.* » Les magasins Auchan portent plainte sans trop définir l'objet précis. Blocage du parking, atteinte à l'accès des lieux de vente ? En tout cas, seule la CGT est nommée, pourtant il y avait aussi des militants de Sud, de la FSU, de Force Ouvrière, de la CFDT. L'unité syndicale dans les nuages lacrymales…

Ajoutons à cela la mise à pied du délégué syndical CGT Goodyear, Mickael, pour trois jours. Des débordements verbaux lui seraient reprochés. Lundi dernier, ça a dû se régler au tribunal.

Comme on disait dans les années 1970, ça sent la poudre. Mais tout le monde a-t-il la même hargne en lui ? Là est la seule question qu'il faut se poser.

Jean-Pierre Germain

De l'autoritarisme dans les assemblées générales

Marjolaine

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste

Depuis 2003, les quelques stals politiques et syndicaux toujours existants veulent en découdre avec les vrais grévistes de la base et leurs justes revendications. Ces meneurs minoritaires d'assemblées générales continuent de veiller au bon résultat en tant que « commissaires du peuple ». Anachronisme ou ultime tentative de leur survie ?

Je souhaite dire à tous ceux d'entre nous, libertaires, qui veulent se sentir libres de parole et qui vivent des assemblées générales difficiles dans lesquelles ils sont muselés, qu'ils ne sont pas isolés, que nous avons effectivement tous le même problème à résoudre, dans l'affrontement aux chefs désormais minoritaires. Confiance dans la réussite vers notre vrai but, n'hésitons pas à les défaire tranquillement et point par point.

Effectivement !

Dans l'élan déterminé des secteurs de l'énergie, des transports, des activités portuaires du commerce mondial, les personnels de l'Éducation nationale, et sur les traces prégnantes des décisions de la base des salariés des secteurs privés contre la loi sur les retraites, rejoignent de manière solide et pressentie « durable » (oh quel horrible terme !) le mouvement social en cours.

Les « profs » mais pas seulement, les agents de labo, les administratifs, les agents se réunissent en assemblées générales, partout dans chaque bahut de France. Ils s'inquiètent à la base de la régression sociale et de leur condition décidée unilatéralement par les pouvoirs financiers soutenus par le gouvernement. Ils discutent de leurs droits, ils s'impliquent dans des solutions pour en finir avec la précarité, pour en découdre avec un monde du travail qui ne cesse de régresser, qui leur impose des conditions insoutenables, qui mettent leurs propres enfants en danger. Ce qui les inquiète encore et encore.

Les personnels de l'Éducation nationale qui ont réalisé depuis le 12 octobre, journée de grève et manifestation interprofessionnelle, un mouvement propre à leur secteur, fort déjà contre la loi Fillon en 2003, s'interrogent toujours, après un échec cuisant contre la loi Fillon, de la prolongation de la retraite avec un système de décote fortement injuste. Système mis en place qui ne pouvait que faire le lit de la prolongation des dégradations. Rendez-vous prévu !

Les personnels de l'Éducation, honnêtes et attentifs, de la réussite des convergences des luttes contre la loi Sarkozy, viennent en assemblées générales et discutent de la grève. Il n'est plus question de discuter des fonds politiques ou bassement capitalistes de cette loi scélérate, c'est acquis. On refuse intégralement ce que le capital et le gouvernement tente de nous infliger sur plusieurs générations futures.

Effectivement !

Bien des établissements scolaires se déclarent en grève reconductible. Peu affichent, dans leur résolution, l'exigence du retrait de la loi sur les retraites.

Mais pourquoi ne pas adopter à l'écrit, et de façon récurrente, le seul besoin de la base des salariés : le retrait de la loi ?

Pour réussir des grèves « perlées » et pour afficher une reconduction, un semblant de grève générale ? Certes, c'est bien si on veut

faire réussir l'agrégation, faire « tache d'huile », convaincre, emmener tous les personnels vers la grève. « Obtenir toutes les convergences possibles. » Mais quelles convergences ?

Celle de la CFDT qui bloque en manifestation les tenants du slogan « Retrait » ? Grave si on attend encore la CFDT… 2003… souvenirs, souvenirs…

Mais les convergences possibles vers quoi ?

Les décideurs en assemblées générales ne formulent en aucun cas « la grève générale pour le retrait » ou à défaut, par honnêteté qui fait défaut : « la grève perlée, partagée, soutenable dans la durée pour le retrait », non ! ,parce que celle-là gagnerait.

Mais gagnerait quoi ?

Effectivement !

Elle gagnerait leur disparition en tant que meneurs idéologiques et minoritaires d'assemblées générales.

Face au gain immense de la masse des salariés qui en ont plus qu'à en découdre avec les idéologies politiques infertiles de savoirs intellectuels sociaux, productrice d'idéologies de charité chrétienne, et de Pouvoir simplement.

À l'interne, des organisations syndicales liées à des enjeux politiques, il y a des stratégies actuelles puisant dans le mouvement profondément social de ras-le-bol et ils s'en servent de manière scélérate. Les leaders existants fomentent sur le fond de la discussion démocratique en assemblées générales. Et s'en servent à des fins injustes, à leurs fins personnelles et politiques.

En vérité, ils mobilisent sur des collègues en « grèves tournantes » qui veulent impérativement finir la fin de mois sans être « social-traître »… et font une information à la presse d'une grève reconductible ! Ben voyons…

Effectivement !

Évidemment, on va finir par les avoir tous ces décideurs stals qui ressurgissent systématiquement dans tous les mouvements sociaux… et qui recommencent à l'identique tous les 10, 20, 30 ou 40 ans… Toutes les années de mouvement social doivent avoir pour effet de leur faire ressurgir des réflexes mégalithiques de profond respect au Soviet suprême…

C'est drôle, on ne les voit pas trop en période calme, on les voit peu sur la défense ordinaire des dossiers individuels des salariés, sur le combat syndical des intérêts matériels et moraux des salariés… Mais. par grand vent, on dirait que leur couvre-chef risque la marée… Soudain, ils s'agitent avec domination… sur toutes les assemblées générales qui se développent dans n'importe quel secteur. L'œil…

Effectivement !

Il faut gagner sur le retrait des lois scélérates. Effectivement, il faut aller jusqu'au bout et montrer que, sans nous, la finance peut se faire un krach à elle-même. Nous avons à nous déterminer. Grève générale. Rien de leurs roues huilées ne fonctionne plus. Un bon blocage économique…

N'empêche que ces stals qui investissent les assemblées générales, dominants avec leur « haine » mythique et théorique du capital… mais surtout leur haine du mouvement social émancipateur, continuent à bloquer la base sur leurs pratiques de capitalisme d'État. Comment se débarrasser et faire un sort à ceux qui n'organisent pas la grève générale volontairement dans leur stratégie de groupe dominant, espérant la protection du Prince ?

Effectivement !

Faire un sort à ceux qui pensent dominer, parce qu'ils oublient de considérer qu'ils sont aussi sujet à la vie comme tous : question des retraites qui s'articule autour du fait incompressible que nous sommes tous liés. Liés par la naissance, la vie, le vieillissement, qui nous assure la vie et le renouvellement des générations qui assurent la pérennité de la vie sur la planète. Liés par un facteur clef qui est de considérer que « les jeunes » n'existent pas, les « vieux » n'ont plus, tels qu'ils sont définis par le grand capital à des fins purement spéculatives. Assurances vies, pensions, actifs, non-actifs…

Il suffirait simplement qu'on ne leur parle plus de pensions (qu'ils vénèrent) mais de salaires versés à vie selon la qualification et qu'on écarte les différences d'activité dans le monde du travail pour atteindre un possible recul du capital. Ce qu'ils sont incapables d'envisager… Ils n'ont vraiment pas eu de réflexion personnelle sur la vie à les voir commander ! Mais des idéologies dictées, comme dans tout système totalitaire.

Il suffirait d'autant plus qu'on aille jusqu'à l'abolition du salariat, comme quelques-uns anarchistes ont su exprimer dans les textes quelques décennies auparavant.

Il suffirait déjà de contrer à l'échelle locale et de mettre hors circuit les activistes de mouvements politiques dominants, fonctionnaires dans l'Éducation nationale, se disant de la République laïque, qui continuent à manipuler de manière grotesque, leurs collègues en AG sur des prétextes de vertus philanthropiques et syndicales pour la « reconduction de la grève » sans préciser volontairement pourquoi… et qui en plus font peu attention à leurs élèves, incapables de communiquer avec… pensant « tous nuls », et leurs donnant des sales notes au bac… pour se montrer supérieur dans l'intelligence (sans doute) ! Car oui : effectivement !

La classe ouvrière n'a pas fini d'en découdre ! Et commence à vraiment voir les enjeux de ce XXIe siècle peu mûr, mais averti de toutes les composantes qui persistent dans notre entourage social.

La très néfaste « dictature du prolétariat » continue de s'appliquer, mais c'est actuellement minant. Et ridicule, enfin !

Effectivement !

2010 est un terreau de la révolution future, averti et expérimenté par 2003, averti par des luttes sociales ou individuelles entières du XVIIe, XVIIIe, XIXe et XXe siècles qui n'ont rien d'exceptionnelles à avoir compris et expliqué pour que nous puissions nous situer réellement sur une égalité sociale et économique pour réussir une société sans privilèges et sans pouvoir. Il suffit, effectivement, de résister à ceux qui veulent encore diriger notre vouloir, mais qui commencent à s'interroger sur leur propre pouvoir.

Exercice difficile partout actuellement, dans tous les secteurs

Courage à tous, car effectivement : nous allons y arriver ! Imposons nos réalités sociales dans toutes les AG. Exigeons plus que le retrait des lois. Allons vers une autre pensée du monde que nous voulons. M.

Aménager la société capitaliste

Critique libertaire d'un citoyennisme alternatif qui voudrait nous voir cogérer notre domination et notre exploitation

La mode des alternatives associatives

Il n'y a probablement jamais eu autant d'associations de type « loi 1901 » que de nos jours en France. Qu'elles soient humanitaires, culturelles, sociales, économiques, elles foisonnent un peu partout, portées par une vague de « citoyennisme responsable et participatif » qui croit voir en ces structures un formidable outil pour participer à la vie de la cité. La ruée, toute récente, vers les amaps (association pour le maintien de l'agriculture paysanne) en témoigne parfaitement : nombre d'individus et d'organisations politiques (et même religieuses) s'investissent désormais dans la mise en place de ces organismes qui favorisent, en matière de produits agricoles, les circuits courts. À tel point que certaines d'entre elles – surchargées – se voient obligé de dresser des listes d'attente et de réclamer des lettres de motivation pour les adhésions. Outre les amaps, les associations de vie de quartier connaissent aussi un regain de membres, largement expliqué par cette idée « à la mode » qu'est la démocratie participative : on cherche à s'impliquer dans son lieu de vie, à l'échelle du quartier ou de la ville, en s'investissant dans l'organisation d'événements culturels et/ou la mise en place de projets sociaux. Mais quelle est la portée réelle de ces alternatives associatives sur la transformation de la société ?

Cogestion de l'exploitation et de la domination

Bien que louées de toutes parts, ces alternatives associatives ne sont que des leurres qui, malgré l'adoption d'une vision du monde et de pratiques parfois intéressantes (la volonté de se prendre en main, de gérer ce qui nous concerne, de faire valoir ses idées, d'aider les plus démunis, etc.) se contentent bien souvent d'une activité dépourvue de tout projet émancipateur à long terme. Elles ne sont alors que des pansements délicatement apposés sur les plaies béantes engendrées par l'économie capitaliste et le système étatique. En outre, au-delà de cette absence de projet révolutionnaire, ces alternatives offrent souvent l'illusion d'agir sur la société, de s'investir dans la vie sociale et économique et, par là même, de la transformer. Dès lors, le risque évident, et bien souvent constaté, est que la société finisse par s'habituer à vivre dans ce système profondément inégalitaire et liberticide parsemé d'alternatives qui, au fond, n'y portent absolument pas atteinte. Le citoyen désireux de participer à la vie de son quartier et quelque peu gêné par le monopole économique des grosses industries agroalimentaires, trouve la solution à ses cas de conscience à travers ces alternatives (amaps, associations de vie de quartier, etc.), et bien souvent, s'y limite et s'en contente. On lui fera choisir la couleur du papier WC des toilettes municipales (exemple véridique) et on lui fera sortir quelques billets pour un concombre bio. Rien de plus, il sera dans le moule et ses velléités – fort justes – de gérer son espace de vie seront mises sous le tapis. Ces alternatives sont, en quelque sorte, la « caution sociale et solidaire » d'un système capitaliste qui cherche désormais à s'imposer en offrant aux individus la possibilité de défendre leurs propres valeurs, sans pour autant que celles-ci puissent porter atteinte à l'idéologie dominante. À travers elles, on ne conteste plus notre exploitation et notre domination, mais on s'y associe et on y collabore. Car, en réalité, ces alternatives associatives (à visée sociale comme économique) ne font que renforcer l'appareil d'État, dont elles comblent plus ou moins les carences sans jamais remettre en question son existence (en nous faisant croire que tout cela ne dépend, au fond et avant tout, que d'élections présidentielles).

La lutte des classes au placard

Les alternatives en acte, et autres moutures de ce citoyennisme qui se veut participatif et alternatif, semblent ainsi être devenues la panacée aux maux dont souffre l'humanité. La lutte des classes tombe aux oubliettes ou devient archaïque et vétuste, quand ce n'est pas carrément « ringarde ». On ne désire plus liquider le système capitaliste, mais simplement y aménager des espaces – dits « alternatifs » – de bonne conscience où l'on se laisse bercer par l'illusion de changer quelque chose ou de vivre autrement. On rejoint des associations de vie de quartier, on côtoie les huiles du conseil municipal et autres autorités administratives adeptes de la démocratie participative. On adhère aux amaps, on achète quelques produits bio et équitables, bref, on consomme différemment. Mais, aveuglé par cet engagement « citoyen » et « participatif », on ne lutte plus, on ne se bat plus, on ne grève plus, on ne manifeste plus. À croire que le potentiel de changement – de révolution – n'est plus dans la grève et l'insurrection, mais dans les salons municipaux et le porte-monnaie.

Révolution et alternatives associatives : un pari risqué

Et pourtant, en dehors de cette « mode » associative citoyenniste, on trouve aussi des révolutionnaires qui défendent corps et âme la mise en place de ces alternatives, arguant d'une hypothétique propagation générale qui finirait par submerger l'ensemble de l'économie capitaliste. Un genre d'effet domino, sans doute. Mais, pour sûr, le pari est plus que risqué, d'autant que la plupart de ces alternatives restent tout de même assez éloignées d'une démarche libertaire. Les amaps, par exemple (puisqu'elles sont aujourd'hui l'objet de toutes les ruées), restent profondément ancrées dans une logique marchande, de (petite) propriété privée et ne sont toujours pas parvenues à établir une véritable gestion collective – entre producteurs et consommateurs – de la production. Si elles répondent donc à des soucis d'ordre écologique (le circuit court, la petite production non intensive, parfois le bio, etc.), elles demeurent néanmoins complètement dénuées de solutions à l'inégalité économique et sociale. Au fond, la multiplication des amaps ne changerait pas tellement la donne sociale actuelle. Et il en va de même pour bon nombre d'associations à visée sociale qui, sans jamais contester les fondements même de l'État et du système capitaliste, s'efforcent d'en colmater les failles (ou plutôt, devrais-je dire, les abysses).

Mon propos n'est pas ici de conspuer radicalement ces alternatives qui, sur le court terme, peuvent parfois être salutaires, mais d'en relativiser considérablement les posibilités de transformation sociale. Il serait temps que les milieux anarchistes entament une véritable réflexion sur le sujet pour déterminer le rôle et la place qu'ils devraient y tenir, en tant qu'individus soucieux des tristes réalités quotidiennes, mais aussi en tant que révolutionnaires.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

POTKINE ENLÈVE...

La prison est un marteau

IL Y A DES AILES qui donnent des claques. En particulier, celles de *L'Envolée, pour en finir avec toutes les prisons*[1], l'étonnante revue anticarcérale dont je viens de consulter le numéro de juin 2010. On sait depuis longtemps que les prisons, au prétexte de protéger la société des individus dangereux, servent surtout à menacer les pauvres et à mettre à l'écart ceux d'entre eux qui ruent dans les brancards. Nils Christie, criminologue norvégien, et bien d'autres, ont aussi fait remarquer que, à l'instar de l'exploitation industrielle de la force de travail des déportés dans les camps de concentration, les prisons servent à exploiter une main-d'œuvre guère capable de résister. Et encore moins en position d'exiger une rémunération décente.

Mais cette revue cogne si sec qu'il suffit de lui laisser la parole.

Extrait d'un poème d'« AHB »

« Les yeux crevés sur un livre
Le ventre étripé sur le vide
Le nez plongé dans la censure
Qui donc me parle de culture
Avec cette sensation morbide
D'être né entre quatre murs
Pour accoucher au bord des rides
D'une écriture sans signature. »

Extrait d'une interview de Laurent Jacqua

« Ils préparent le fait de ne plus laisser sortir personne : ils construisent des hôpitaux-prisons, des établissements pour mineurs (EPM), des centres pour les fous, etc. Les fous, ils les mettent en prison. Les malades, ils les mettent en prison. Les chômeurs, ils les mettent en prison. Ceux qui ont un défaut de permis, ils les mettent en prison. Et puis tous ceux qui vont pas être contents, ils vont les mettre en prison ! Donc ils augmentent le nombre de places. Plus le choc économique va être grand, plus les prisons vont se remplir. Les pauvres d'hier sont les détenus d'aujourd'hui, et ainsi de suite. On va arriver à des classes qui étaient aisées et qui finissent au trou. Du coup, y en a qui se suicident, comme à France Télécom, parce qu'ils sont à bout. Et après ? Ils vont tuer leur père, leur mère, leurs enfants et ils vont se retrouver au placard. Il y a quinze ans de ça, ils regardaient Faites entrer l'accusé. Maintenant, c'est eux qui vont en prison. Il y a parfois des trucs graves qui se passent en prison, comme le mec qui s'est retrouvé à Rouen pour défaut de permis et qui s'est fait égorger par son codétenu. C'est comme les mecs qui arrivent à Fleury et qui n'ont jamais rien volé, t'imagines ? [...] L'industrie des chaînes a de beaux jours devant elle. »

Extrait d'une lettre de Kaoutar

« Ils m'ont fait revenir à Versailles, pas pour mes beaux yeux, mais parce que je suis utile pour eux, et je suis un bon élément pour leur rapporter de l'argent. À la centrale téléphonique qu'ils viennent de créer à la MAF, je suis payée à l'heure, et en plus chaque rendez-vous pris pour le commercial avec un client, si la vente est réussie, c'est un achat de 25 000 euros qui est signé. Et nous on touche un euro... Quant à tes heures travaillées... Avant de partir, je n'ai même pas eu ma paye complète, il me manquait 150 euros. Franchement, on nous parle de réinsertion et on n'est même pas capable de nous payer correctement. On participe à cette économie bananière qui ne leur rapporte que bénéfices. Et en plus, ils nous prennent pour des cons. Peut-être qu'avec certains détenus, cela fonctionne, car la plupart malheureusement n'ont jamais travaillé dans une société où tu as quand même des droits, un syndicat pour te conseiller et t'aider à les faire valoir. J'arrive au travail quelquefois, ne cherchant pas à savoir si je vais bien ou pas : on est en prison quand même, avec tous les soucis particuliers qu'un enfermement génère. "Allez, allez, des rendez-vous, les filles !" "On ne parle pas !" Y a des jours où on était à dix dans une petite salle, toutes au téléphone ; imaginez le bruit, même pas d'isolation. »

Et l'éditorial :

« Des jeux et des lois

On nous amuse ; on voudrait nous voir soutenir les bleus [...] Ils patrouillent dans les halls, ils contrôlent, expulsent et enferment, mais on en fait les héros de "l'équipe France" sous la douche de rigueur.

Quand la prison prend l'eau, comme à Draguignan, mi-juin, on emmène les prisonniers en balade pour éviter "qu'ils ne se livrent aux pillages" de rigueur.

Quand c'est l'eau qui prend le pétrole comme en Louisiane fin avril, les prisonniers les plus méritants gagnent une formation de nettoyage des côtes.

On nous amuse : dehors, c'est foot à l'écran, dedans pareil, en payant plus cher. Regarder ailleurs, l'écran des sites de paris en ligne. Y perdre un peu plus de cet argent qui manque déjà. En masse, les masses renflouent le compte courant d'un État qui rembourse les banques de leurs jeux foireux.

On nous amuse : dehors c'est Fête de la musique et technivals sous gyrophares ; dedans, c'est ateliers d'écriture sous contrainte. Paroles et musique en liberté surveillée. Pour ceux qui pètent les plombs, soixante places à gagner en UHSA[2] *pour déguster des psychotropes multicolores.*

On nous accuse de nous promener en bandes un peu trop rugueuses ; de ne pas assez engraisser les concessionnaires ; de nous servir dans la caisse ; de refuser d'être soignés à vie ; de nous battre avec nos maigres muscles ; de ne pas croire aux nouveaux monstres que l'on exhibe ; de critiquer les faux critiques...

Jeu pour matons : combien de temps un prisonnier qui a mis le feu à sa cage met-il pour crever ?

Jeu pour humanistes : combien de temps un prisonnier qui a fait vingt piges tient-il à l'extérieur ?

La seule règle, y'en a pas... d'arrangement, dixit Nino ! »

Nestor Potkine

---

1. http://lejournalenvolee.free.fr/ (NdR.)
2. Unité hospitalière spécialement aménagée. (NdR.)

Réforme des retraites :

Resituer le problème dans son contexte général

Raoul Boullard

Puisqu'il est question de « pédagogie » s'agissant d'expliquer la réforme des retraites, peut-être serait-il bon que nous nous y mettions, nous aussi.

À l'origine, donc, il y a la « mondialisation ». La mondialisation, contrairement à ce que beaucoup pensent, ce n'est pas que l'économie devienne mondiale. L'économie a toujours été mondiale. Lorsque Marco Polo se rend en Chine en 1274 en suivant la route de la soie – qui, soit dit en passant, existait depuis longtemps –, l'économie était déjà mondialisée.

La « mondialisation », que les Anglo-Saxons désignent plus justement du terme de « *globalisation* », signifie que tout devient marchandise. Ce n'est donc pas tant un phénomène horizontal, spatial, qu'un phénomène « volumétrique ». C'est comme si on avait un énorme sac, qu'on mettait la planète dans ce sac et qu'on disait que tout ce qui se trouve dedans était susceptible d'être acheté ou vendu afin de faire des profits. Rien de ce qui se trouve sur Terre ne doit échapper au marché. C'est ça, la globalisation.

C'est valable pour les plantes, par exemple : des hommes parcourent la planète au nom de multinationales et déposent des brevets sur les plantes, dont certaines, comme en Inde, sont utilisées pour la médecine depuis 4 000 ans. Dès lors que le brevet est déposé, les gens ne peuvent plus (en principe) utiliser ces plantes sans verser de royalties à la multinationale ayant déposé le brevet. On peut tout acheter, ou plus exactement, on peut tout s'approprier.

Dans un autre registre, les services publics constituent un domaine qui échappait au marché et que celui-ci tente de s'approprier depuis une vingtaine d'années

Qu'est-ce qu'un service public ?

C'est une entité économique destinée à satisfaire un besoin collectif – santé, transports, instruction, énergie, etc. – bâti au fil des générations avec l'argent des contribuables. Le fondement de la constitution des services publics est précisément qu'il répond à un besoin qui échappe au marché. Les services publics sont, par définition, la propriété du public. C'est le bien commun[1].

Le problème, c'est qu'ils représentent potentiellement des sources colossales de bénéfices qui échappent au marché – ce qui est inacceptable pour les capitalistes. Nous assistons par conséquent depuis vingt ou trente ans à une attaque en règle contre les services publics pour légitimer leur privatisation. Or le meilleur moyen pour justifier auprès des usagers la privatisation des services publics, c'est tout simplement de les saboter. Ce n'est pas une formule de style, cela a été très explicitement formulé dans un document de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : dégradez la qualité des services rendus et les usagers finiront par se tourner vers le privé. C'est d'un cynisme inouï. Cette stratégie a d'abord été préconisée dans le domaine de l'éducation, mais il est évident qu'elle est applicable à tous les secteurs.

Qu'on en juge : « *Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement.*

Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population » (« La faisabilité politique de l'ajustement », *Cahier de politique de l'OCDE*, n° 13, 1996).

Il est évident que pour le rédacteur de ce texte, la population n'est rien d'autre qu'un ensemble de pions qu'on manipule. Qu'un type ait pu seulement imaginer une pareille chose est proprement impensable.

Un certain nombre d'organismes ont été créés par les instances internationales pour réaliser l'objectif de privatisation des services publics. Ces organismes agissent avec une arrogance incroyable et une persévérance sans fin. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ou GATS en anglais (*General Agreement on Trade and Services*), est un accord multilatéral mis en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995 à l'initiative des États-Unis. Cet accord s'applique aux « services » au sens large du terme. Il prévoit la privatisation de l'ensemble des services publics : énergie, poste, transports, éducation, santé, etc. Le seul marché de l'éducation représente un pactole de 2 000 milliards de dollars, celui de la santé 3 500 milliards, sommes que le secteur privé ambitionne de s'approprier.

Les privatisations qui sont en œuvre ou qui sont déjà réalisées en France – EDF, Air France, La Poste, etc. – ne sont rien d'autre que l'application de mesures dictées par des accords internationaux signés sur le dos et à l'insu des populations. Ces négociations se déroulent dans la plus totale opacité. L'opacité de ces négociations – dont on connaît cependant l'existence – est accrue par la discrétion totale des partis de gauche et des organisations syndicales. L'accès aux documents de négociation est impossible. En d'autres termes, des gens négocient l'avenir de la population sans l'en informer, sans en expliquer les enjeux, sans rien dire des conséquences. Une minorité de personnes négocient, sans n'avoir jamais consulté ladite population, la privatisation d'un ensemble d'infrastructures qui lui appartiennent. L'État s'arroge le droit de vendre à des actionnaires privés des biens qui appartiennent à la population tout entière. Des infrastructures que les générations successives ont contribué à bâtir avec leur argent sont vendues au secteur privé. Cela s'appelle tout simplement du vol. C'est un immense acte de brigandage contre le bien commun.

L'attaque contre le système des retraites n'est qu'un des éléments qui entrent dans le cadre de cet acte de piraterie généralisée.

Les accords internationaux tels que l'Ami (Accord multilatéral sur l'investissement)[2], l'AGCS, accordent aux multinationales une liberté accrue pour exploiter la population et polluer l'environnement. Ils réduisent méthodiquement toutes les réglementations sociales acquises par un siècle de luttes, ainsi que les plus récentes législations environnementales. Il s'agit d'une véritable offensive contre les droits des citoyens, une offensive dont les médias sont les complices.

Il est significatif que l'« opposition » au gouvernement Sarkozy ne fasse jamais allusion à ces accords. C'est que, lorsqu'elle était au pouvoir, la gauche avait elle aussi contribué aux négociations sur les privatisations. Elle n'en conteste aucunement le principe. On doit dire également que les directions des organisations syndicales, y compris la CGT, qui disposent tout de même de moyens importants pour informer les travailleurs, restent particulièrement discrètes. Elles ne font que très rarement allusion au cadre général dans lequel les services publics sont démantelés. Intégrée aux structures syndicales européennes productrices de subventions, soucieuse de passer pour un interlocuteur « raisonnable » auprès du pouvoir, la direction confédérale de la CGT devient de fait un complice dans ce démantèlement. Et ne parlons pas de la CFDT…

L'attaque contre les retraites

L'attaque contre les retraites n'est qu'une des multiples batailles que livre le capital et les États qui leur sont assujettis contre les droits des populations, leur bien-être, leur santé, leur existence d'une façon générale. S'ils gagnent cette bataille, ils passeront à autre chose, sans doute la Sécurité sociale qui représente, en termes financiers, un enjeu colossal.

La liquidation des systèmes de retraite fondés sur la solidarité est elle aussi un enjeu pour l'OCDE : elle est un projet de longue date, mûrement réfléchi et mené avec persévérance – avec, encore une fois, la complicité active des gouvernements et la plus grande discrétion de la gauche.

Ainsi, le 10 octobre 2005 fut publié à Bruxelles un rapport de l'OCDE affirmant que le vieillissement accéléré de la population des pays industrialisés allait conduire à mettre en question la notion même d'âge obligatoire de départ en retraite. « *La retraite obligatoire est incompatible avec une politique générale cherchant à abolir la barrière de l'âge pour l'emploi et à offrir aux travailleurs un plus grand choix sur la décision d'arrêter de travailler* », dit le rapport. « *De toute façon, le vieillissement de la main-d'œuvre fait que le départ en retraite obligatoire pourrait ne plus être supportable.* »

Il faut donc modifier profondément les pratiques en cours : « *La proportion des personnes âgées inactives par travailleur va doubler d'ici 2050 dans la zone OCDE, passant de 38 % à plus de 70 % en 2050* », estime l'OCDE. Cela signifie qu'en Europe il y aurait en gros un inactif pour chaque personne au travail. Cela aurait un impact catastrophique sur la croissance, nous dit-on. Pour éviter la faillite des systèmes de retraite, il faut donc prolonger la vie active.

L'OCDE faisait alors remarquer qu'il y avait de la marge, puisqu'en 2004 moins de 60 % des personnes âgées de 50 à 64 ans avaient un emploi, une situation résultant des politiques destinées à les exclure du marché du travail. Il fallait donc mettre au travail les 40 % de personnes entre 50 et 64 ans qui étaient « inoccupées » – sans se préoccuper des raisons pour lesquelles avaient été mises en place des politiques qui poussaient les 50-64 ans à quitter le marché du travail, ni pourquoi un salarié de 50 ans licencié n'a pratiquement aucune chance de retrouver un emploi.

La politique de départs anticipés pratiquée pendant un moment avait pour objectif de réduire la masse salariale des entreprises, en affectant à ceux qui restaient le travail de ceux qui partaient. Loin de « ruiner » les entreprises, cette politique a produit une énorme augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire des profits. Les revenus des salariés licenciés, quand ils en avaient, n'étaient plus à la charge des entreprises mais des différentes institutions sociales : c'était une manière de faire prendre en charge par la collectivité les mesures conduisant à l'augmentation des profits des entreprises.

L'un des arguments de l'OCDE, repris par presque tout le monde, est que l'allongement de l'espérance de vie fait que la durée du temps passé en retraite a augmenté considérablement entre 1970 et 2004, passant de onze à dix-huit ans pour les hommes, de quatorze à vingt-deux ans pour les femmes.

L'organisation internationale veut dissiper le « *mythe* » selon lequel « *moins d'emplois pour les travailleurs plus âgés se traduit par plus de travail pour les jeunes* ». C'est là, nous dit-on, un postulat qui, « *bien que non fondé, a la vie particulièrement dure* ».

Très candidement, l'OCDE recommande que les entreprises modifient leurs comportements vis-à-vis des « anciens » et reconnaissent les « *bénéfices de la diversité de l'âge sur le lieu de travail* ». On veut nous faire croire que les employeurs cesseront de pousser dehors les plus de 55 ans et qu'ils embaucheront avec enthousiasme les « seniors » jusqu'à 62 ans ou plus... et que cela n'aura aucune incidence sur l'emploi des jeunes.

Constat démographique

Le principal argument des partisans du projet gouvernemental repose sur le constat démographique que le nombre de retraités va augmenter par rapport à ceux qui auront un emploi et que la proportion va passer d'un actif pour un retraité. Le constat n'est pas faux mais l'argument qu'il sert à étayer l'est. Il sert en fait à deux choses : culpabiliser les retraités ; effrayer les actifs.

On parle de « choc démographique » et on nous présente une situation dans laquelle une pléthore de « vieux » seront entretenus par une minorité de « jeunes » s'épuisant au travail pour assurer auxdits « vieux » un train de vie scandaleux. C'est à peine exagéré. Ce tableau sert à masquer un fait dont on parle peu : l'augmentation prodigieuse de la productivité du travail, donc des profits.

La productivité du travail est en France l'une des plus fortes des pays industrialisés. Or les patrons et la droite raisonnent comme si la richesse globale n'allait pas bouger dans les quarante prochaines années. En fait, leur idée est de figer toutes les conquêtes sociales d'aujourd'hui afin de se mettre dans la poche tous les bienfaits de l'accroissement de richesse des décennies à venir – dont une partie devrait revenir aux retraités (sans oublier évidemment les autres). Il s'agit d'un véritable acte de piraterie.

Car avec un taux de croissance de 1,7 % par an, la richesse sociale aura doublé en quarante ans, passant de 1 700 milliards à 3 400 milliards d'euros – inflation comprise.

• Il y a quarante ans, le PIB de la France était de 750 milliards d'euros. Le paiement des retraites représentait alors 5 % de ce PIB, soit 37,5 milliards.

• Aujourd'hui, le PIB est d'environ 1 700 milliards dont 12 % sont consacrés aux retraites, soit 240 milliards.

• Dans quarante ans, le PIB sera de 3 000 milliards. Il sera bien moins « douloureux » de prélever 20 % du PIB sur ces 3 000 milliards (soit 600 milliards) que 5 % sur le PIB de 1960.

Avec un doublement du PIB, en monnaie constante, tous les quarante ans, il est donc possible de multiplier par deux ou trois les sommes allouées aux retraites tout en doublant la richesse affectée aux actifs et à l'investissement. Il n'y a donc pas d'exagération à dire que l'institution de la retraite est en parfaite santé. La question est de savoir pourquoi les représentants du capital – le Medef et l'État – s'acharnent à la présenter comme malade.

Ce qui est déterminant, ce n'est pas le nombre d'actifs nécessaires pour payer les retraites des « vieux ». Ce qui est déterminant, c'est la valeur produite par chaque actif. Quatre salariés produisant relativement peu de valeur sont peut-être nécessaires pour soutenir un retraité, mais avec l'augmentation de la productivité du travail, on peut très bien concevoir une situation où un seul actif le fasse, sans tomber dans le tableau apocalyptique des « jeunes » s'épuisant au travail pour les « vieux ».

L'enjeu, pour le capital et le pouvoir, c'est ce que deviennent les 1 300 milliards que représente la différence entre le PIB d'aujourd'hui – 1 700 milliards – et celui qui est prévu dans quarante ans – 3 000 milliards. Le capital entend se l'approprier totalement en faisant payer les obligations liées au paiement des retraites aux seuls salariés, en se désengageant de tout devoir dans ce domaine.

L'accroissement de la productivité du travail

En octobre 1998, le Comité intersyndical du Livre parisien CGT avait publié un numéro de son bulletin, *Édition spéciale*, consacré aux caisses sociales et aux retraites. Un article de trois pages y était consacré aux fonds de pension et d'épargne salariale. L'article montrait que les pertes d'emplois dans les pays industrialisés sont moins dues aux délocalisations qu'à l'augmentation de la productivité ; il conclut en suggérant que les retraites des salariés soient « *indexées sur l'accroissement de la productivité* ».

Les projets de la droite et du patronat, comme ceux du Parti socialiste, occultent un fait pourtant simple à observer : quelles que soient les déclarations d'intention des uns et des autres, la durée réelle de cotisation des salariés s'obstine à tourner autour de trente-sept annuités, soit parce qu'on fait partir les « vieux » en départ anticipé, soit parce qu'ils sont licenciés et ne retrouvent pas de travail. Allonger la durée de cotisation à quarante-deux annuités ou plus équivaut par conséquent à réduire le montant de leur retraite et à plonger dans la misère des centaines de milliers de retraités.

Et pendant ce temps, 23 % des « juniors » sont au chômage.

La perspective que nous présente aujourd'hui le système capitaliste, c'est la course permanente vers des salaires plus bas, c'est la durée du travail toujours plus longue, la flexibilité du travail, l'insécurité sociale croissante, des emplois de plus en plus précaires, la suppression du salaire minimum, la réduction de l'ensemble des prestations sociales, la privatisation des services publics, la liquidation des systèmes de retraites pour les

remplacer par des assurances privées et des fonds de pension, mais c'est aussi la suppression progressive des charges et des impôts pour les entreprises...

Le fondement idéologique de la position du patronat et de l'État est que les charges sociales qui incombent aux entreprises sont illégitimes et doivent être supprimées, pour aboutir à un système où la totalité de la protection sociale des salariés soit assumée par les salariés eux-mêmes – c'est-à-dire une totale privatisation de celle-ci. C'est l'objectif visé, même s'il n'est pas explicitement formulé. Ce processus a été initié en 1991 par la publication d'un livre blanc, sous le gouvernement Rocard, visant à la « *stabilisation* » du poids des cotisations sociales pour financer les retraites. On commence par « stabiliser », puis on réduit, et on supprime. Les réformes Balladur et Raffarin vinrent compléter ce projet, repris aujourd'hui par Sarkozy-Fillon.

Curieusement, la gauche ne remet pas en cause la logique générale qui préside au projet de la droite. Ni les partis de gauche, ni les syndicats n'évoquent l'énorme accroissement de la richesse sociale consécutive à l'augmentation de la productivité du travail. Jamais n'est contestée l'intention des capitalistes de s'approprier cet accroissement de richesse sociale produite par l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs. On nous assène des lieux communs du genre : « *Il ne faut pas être immobiliste.* » Mais le refus de l'immobilisme, c'est toujours gagner moins et travailler plus. Ainsi put-on lire récemment : « *Il n'y a pas de sujet tabou, pas plus celui de l'âge que d'autres. Le PS est pleinement conscient de la nécessité d'une réforme, on ne pourra pas nous taxer d'immobilisme* » (« Retraite : le PS accepte le report de l'âge légal », lesechos.fr, 20 janvier 2010).

Martine Aubry, elle, affirme : « *On doit aller très certainement, on va aller très certainement vers 61 ans ou 62 ans* » (*ibid.*).

L'argumentation de la direction du PS, comme de la droite et du patronat, se fonde sur l'idée que puisque l'espérance de vie s'allonge, il est logique que la durée de cotisation ou l'âge légal soient modifiés. Que le Medef ou le gouvernement avancent ce type d'argument est compréhensible ; de la part d'un parti de gauche, cela relève d'une vision étonnamment étroite et d'une absence totale d'imagination, pour ne pas dire de réflexion sur la société moderne.

Dans l'argument sur la durée de vie qui s'allonge, on ne tient jamais compte de deux choses :

• Il n'est jamais précisé s'il s'agit d'un allongement de la durée de vie valide ou non. Ce qui intéresse un retraité, c'est de pouvoir profiter de sa retraite en bonne santé, pas comme un légume. Or plus on allonge la durée de cotisation, moins on donne de chance au retraité de profiter de sa retraite. Actuellement, l'espérance moyenne de validité est de 63 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Reporter l'âge de la retraite au-delà de 60 ans, c'est réduire, voire supprimer toute espérance de bénéficier un jour de la retraite, c'est littéralement faire mourir les gens au travail.

• On ne considère jamais que l'allongement de la durée de vie est une conséquence normale de l'évolution de la société vers le mieux-être général (ça devrait être comme ça, en tout cas) et que l'allongement consécutif de la durée de retraite qui en découle est un effet normal et légitime de cette évolution. Alors que depuis le début de la révolution industrielle, vers 1850, la population vivait, de génération en génération, un peu mieux, était un peu mieux nourrie, un peu mieux soignée, un peu mieux logée, et partait un peu plus tard à la retraite, aujourd'hui on assiste à une inversion de la tendance : les générations à venir vivront moins bien que leurs parents. Il s'agit d'une terrible régression.

Petit délire conclusif...

Il est touchant de constater l'unanimité avec laquelle patrons, État, partis de gauche et syndicats s'inquiètent de l'évolution du ratio actifs/retraités, c'est-à-dire du nombre d'actifs nécessaires pour faire vivre les retraités.

Pourtant, il y a un autre ratio qui nous paraît beaucoup plus important, plus significatif : celui du nombre de travailleurs productifs nécessaires pour faire vivre les actionnaires, les oisifs, les rentiers, etc. Un certain Pierre Kropotkine s'était posé la question en... 1892 dans un ouvrage intitulé *La Conquête du pain*. On y lit notamment : « *En France, il n'y a pas dix producteurs directs sur trente habitants. Toute la richesse agricole du pays est l'œuvre de moins de 7 millions d'hommes, et dans les deux grandes industries – des mines et des tissus –, on compte moins de 2 millions et demi d'ouvriers. À combien se chiffrent les exploiteurs du travail ? En Angleterre (sans l'Écosse et l'Irlande), 1 030 000 ouvriers, hommes, femmes et enfants fabriquent tous les tissus ; un peu plus d'un demi-million exploitent les mines, moins d'un demi-million travaillent la terre, et les statisticiens doivent exagérer les chiffres pour établir un maximum de 8 millions de producteurs sur 26 millions d'habitants. En réalité, 6 à 7 millions de travailleurs au plus sont les créateurs des richesses envoyées aux quatre coins du globe. Et combien sont les rentiers ou les intermédiaires qui ajoutent les revenus prélevés sur l'univers entier à ceux qu'ils s'octroient en faisant payer au consommateur de cinq à vingt fois plus que ce qui est payé au producteur ?* »

Depuis 1892, le ratio producteurs directs/population globale a sans doute – productivité du travail aidant – beaucoup évolué, et un nombre bien inférieur de producteurs directs sont aujourd'hui à l'œuvre pour faire vivre la société. Nul doute que si les coiffeurs, les huissiers de justice et les brocanteurs cessaient tous le travail, pas grand-chose ne serait modifié dans notre vie quotidienne. On voit ce que cela donne lorsque les travailleurs des transports, de l'énergie, les éboueurs, etc., cessent le travail. (On pourrait ajouter, pour intégrer les commerçants et artisans dans la catégorie « travail productif », les boulangers, par exemple.)

Il semble qu'une véritable réflexion sur les retraites ne devrait pas écarter une réflexion sur le nombre de personnes vivant du travail de ceux qui aujourd'hui produisent les richesses. C'est à mon avis là que se trouve le cœur du problème.

En attendant, on pourrait envisager de lancer une idée, qui rejoint un peu celle de sécurité sociale professionnelle prônée par la CGT.

On ne peut pas écarter le contexte international dans lequel nous vivons. Il existe une prégnance incroyable des institutions internationales qui imposent la déréglementation et le transfert à des actionnaires privés de ce qui relève du bien commun. En attendant de faire une bonne vieille révolution – sans qu'on puisse dire si une telle éventualité arrivera un jour –, il y a peut-être un moyen de contourner l'obstacle.

Puisque l'ensemble des infrastructures construites au fil des générations par les citoyens, pour les citoyens, doit être transféré à des actionnaires privés, il suffit de décréter que chaque personne travaillant sur le territoire français est détenteur d'une action (incessible) d'une société dénommée « République française ». Chaque « actionnaire » se verrait ainsi investi d'un droit de regard direct sur les décisions économiques, en particulier celles relevant des services publics. Les modalités de représentation des actionnaires au sein des conseils d'administration restent à imaginer.

On pourrait imaginer des associations de consommateurs siégeant au côté des représentants des salariés. Il y aurait donc côte à côte une représentation des consommateurs et une représentation des salariés. Aucune décision ne pourrait être prise sans l'aval de ces instances. Le dépeçage du bien commun à la société deviendrait pratiquement impossible. Et ce seraient des actionnaires à part entière qui prendraient les décisions. Nous sommes propriétaires de droit des services publics que nous et nos parents ont construits.

Une telle idée s'inscrit dans le cadre d'une réflexion globale sur la démocratie. Nous avons obtenu la démocratie politique, dont on a rapidement vu les limites, pour la simple raison que la question de la démocratie économique a été occultée. Il s'agirait maintenant de revendiquer la démocratie économique, la citoyenneté économique, c'est-à-dire la participation pleine et entière des travailleurs et des consommateurs aux choix et orientations des entreprises, mais aussi de la société tout entière.

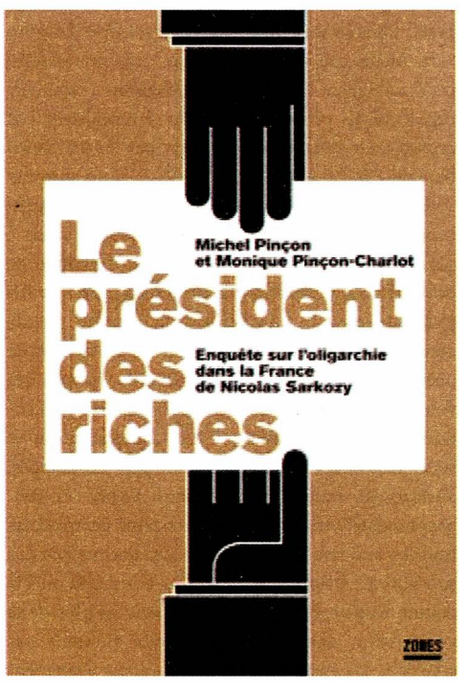
R. B.

1. Il existe un remarquable DVD de Carole Poliquin, *Le Bien commun. L'assaut final* (62 mn, distribution France : Voir & Agir, www.voiragir.org), qui explique de manière extrêmement pédagogique ce qu'est la « globalisation ». Si vous voulez expliquer la globalisation à vos enfants, achetez-le. Le film met en lumière le danger de l'appropriation privée des biens communs de l'humanité.

L'homme d'affaires survint, avec son programme bien à lui : transformer le monde en marchandises et proclamer enfin le marché total. En effet, plus rien aujourd'hui ne semble vouloir échapper au destin de marchandise : l'eau, la santé, les gènes, les connaissances, etc., tout ce qui est essentiel à la vie ne sera désormais accessible qu'aux plus offrants. Face à la voracité des marchands, qu'adviendra-t-il de nos sociétés ? Le marché peut-il être garant du bien commun ? Différentes histoires tournées à travers le monde témoignent des conséquences déjà bien visibles de la soumission du monde aux intérêts privés.

2. La négociation sur cet accord est révélatrice des projets insensés des multilatérales et de leurs prétentions invraisemblables, de la veulerie des gouvernements qui se soumettent à leurs prétentions, mais aussi de la capacité des populations à faire barrage à de tels projets lorsqu'elles se mobilisent. Cet accord a été négocié secrètement par les 29 membres de l'OCDE entre 1995 et 1997. Nous sommes sous le gouvernement Jospin, et les médias s'étaient montré d'une discrétion totale. L'accord visait à garantir aux multinationales tout un ensemble de droits dont la population faisait les frais. Une multinationale se voyait accorder le droit de porter plainte contre un État si elle jugeait qu'elle était victime de discrimination : ainsi, un État du tiers monde qui voulait protéger certains secteurs fragiles de son économie face au dumping d'une multinationale se serait trouvé condamné. Dans les pays développés, les États qui avaient une législation sociale ou environnementale trop contraignante pour les multinationales se seraient vu obligés d'annuler ces lois. Les subventions étatiques à la santé, à l'éducation ou à la culture étaient également concernées. En plus de la suppression des lois qui ne leur auraient pas convenu, les multinationales pouvaient également obtenir des indemnisations financières. L'Ami signifiait l'interdiction pour les citoyens de décider des orientations de la politique de leur pays. Le public finit par avoir vent de ces négociations : la contestation se développa en 1998. Les responsables politiques furent contraints de reconnaître l'existence de ces négociations secrètes et Lionel Jospin annonça à l'Assemblée nationale que la France cessait de participer à ces négociations ; cela encouragea d'autres pays à faire de même, ce qui mit fin au projet. Notons que les socialistes au gouvernement n'ont jamais laissé filtrer le caractère secret des négociations.

L'oligarchie s'en va-t-en guerre



6 MAI 2007. Le soir de son élection à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy se goinfre dans l'ultra-select Fouquet's. Au banquet sont conviés des patrons à la tête d'empires économiques : Bolloré, Arnault, le Serge D'assault, Decaux... ; de grands intellectuels comme Bernard Laporte, Christian Clavier, Jean Reno, Johnny Hallyday ou Alain Minc ; et toute la clique des Raffarin, Fillon, Balkany, Dati, Albanel, etc. Neuilly et le XVIe arrondissement, en liesse, sont inondés de champagne. C'est le poulain des nobliards qui vient de triompher.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues spécialistes de l'aristocratie, partent de cette nuit du Fouquet's pour dresser un réquisitoire sans appel contre le royaume sarkozyste. Leur livre *Le Président des riches* n'est pas un simple pamphlet, mais une enquête minutieuse. Les auteurs compilent les (mé)faits de l'Élysée pour aboutir à une conclusion sans appel : Nicolas Sarkozy n'est qu'un pantin au service des puissances d'argent.

« *Affaires et politique ont souvent été intimement mêlées, mais elles ne le furent jamais, depuis la Libération, avec une telle visibilité. L'affichage public de la proximité du haut personnel politique avec les industriels et les financiers les plus en vue commence à faire partie de cette banalisation décomplexée de la fortune qui, depuis quelques années, s'étale sans vergogne.* » Sitôt descendu du yacht de Bolloré, le petit président s'est empressé de faire des cadeaux : distribution de légions d'honneur à ses amis banquiers, patrons, starlettes, journalistes serviles ; renforcement du bouclier fiscal ; création de nouvelles niches fiscales en faveur des ménages les plus aisés ; nominations de copains dans le gouvernement ou les entreprises publiques.

Pendant ce temps, on pressure la plèbe : « *Les coûts du remboursement de la dette, liée notamment à tous ces cadeaux faits aux riches, doivent être couverts au prix de coupes sévères dans les dépenses publiques et sociales.* » On défiscalise les droits de succession, et on rend imposables les indemnités d'accidents du travail. La guerre de classes est menée au profit du Medef.

Emprise cathodique

Pour endormir la « France d'en bas », Sarkoléon peut compter sur ses « frères » possesseurs d'empires médiatiques. Il renforce son emprise cathodique en mettant au pas l'audiovisuel public, nommant lui-même le président de France Télévisions. « *Dans la bataille des idées, la télévision est un enjeu stratégique de premier plan : la boîte à images tend à devenir un formidable instrument de contrôle des esprits qu'il importe de faire fonctionner au service de l'oligarchie et de son président* », écrit le couple de sociologues. « *La guerre des classes est aussi une guerre psychologique, dans laquelle le produit Sarkozy doit occuper positivement les cerveaux conditionnés.* »

Tout en démantelant les services publics, en détruisant les solidarités, en brisant l'autonomie de la justice, en dépénalisant le droit des affaires, en rabotant les acquis des luttes sociales et en gavant les banques, le rouleau compresseur assure devant les micros qu'il se bat pour les petits. Le double langage est permanent pour « *rester l'ami des plus riches tout en se faisant passer pour le défenseur de « la France qui se lève tôt ». Flatter le bon peuple en remplissant les poches des nantis. De la poudre aux yeux pour les uns : « Les paradis fiscaux, c'est fi-ni ! » et des milliards d'euros pour les plus riches. Le sens des mots, dans cette guerre psychologique qui ne dit pas son nom, est volé et détourné* ».

Nommer le pouvoir

Une toute petite bande contrôle les médias, la politique, les entreprises, la finance, confisque le pouvoir. Des dynasties à l'influence écrasante, capables d'interdire la construction de logements sociaux près de chez eux, dans leurs ghettos de l'ouest de Paris. *Le Président des riches* met des noms et des adresses sur ceux qui nous dominent. Les socialistes ne sont pas épargnés : « *Les réseaux de l'oligarchie de droite et ceux de l'oligarchie de gauche peuvent se rencontrer et se confondre. Les divergences politiques deviennent mineures lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts majeurs du système capitaliste.* »

Pour les combattre, « *il faut vaincre l'opacité du pouvoir, l'un de ses remparts les plus solides* ». Derrière les « marchés financiers » abstraits, il y a des banquiers, des hommes d'affaires, des financiers. La main invisible n'existe pas. Derrière le CAC 40, présenté comme un simple indice quasi virtuel, il y a des hommes en chair et en os, 98 dirigeants qui détiennent 43 % des droits de vote dans les conseils d'administration. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot s'évertuent à faire tomber les masques. Et appellent à redéployer la lutte des classes. Pour que le peuple reprenne ses affaires en main.

Pierre Thiesset

P.-S. : Depuis sa sortie, cet ouvrage est un immense succès de librairie. Il caracole dans le groupe de tête des livres les plus vendus en France. Nous ne pouvons que le conseiller aux directions syndicales mollassonnes.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, La Découverte (Zones), 2010, 14 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire.

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Penser en sciences,

une question de méthode et d'état d'esprit

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

EN ATTENDANT de nouveaux articles pour cette rubrique, je profite de cette vacance temporaire pour revenir en quelques mots – il en faudrait bien plus… – sur le rôle d'une telle rubrique dans notre journal. Outre l'exergue d'une exemplaire clarté, outre la déclaration d'intention visible dans les numéros 1603 à 1605 du *Monde libertaire*, outre l'article d'Hervé Ferrière, « Vers une nouvelle vision libertaire des sciences ? » (ML 1604, p. 15), portant sur une conception libertaire de la pratique sociale des sciences, il appert, selon moi, qu'une réflexion sur les sciences est indispensable à la militance anarchiste.

Comprendre de quoi est fait le monde, quelles sont nos théories de l'univers, ce que sont les gènes, les virus, comment notre cerveau fonctionne, comment les espèces évoluent, comment nous savons que nous savons, ce qu'est une inférence, un plan expérimental, une corrélation, une cause, un modèle, une explication, quelle est le rôle de l'erreur, qu'est-ce qu'une pseudoscience, le rasoir d'Occam (la parcimonie dans nos raisonnements), une hypothèse, une heuristique, le hasard, la probabilité, le déterminisme, le scepticisme, la zététique, comment débusquer les blurgs (balivernes lamentables à l'usage réservé des gogos), combien existe-t-il d'espèces sur Terre, y a-t-il de la vie ailleurs, de quelles ressources dispose-t-on pour assurer un bien-être énergétique et alimentaire à 6 milliards d'humains ? Etc. (Quelle multitude de questions dans ce simple « etc. »…) Tout cela ne sera sans doute pas traité dans cette rubrique, sauf si le temps et les auteurs nous le permettent, mais peu importe pourvu qu'elle invite à considérer les sciences dans leur puissance d'élucidation et leur portée esthétique et épistémophile (le plaisir de savoir et comprendre, de chercher à comprendre en tout cas), à la place des images d'Épinal qui encombrent encore trop souvent les fantasmes de certains.

La science économique ne peut pas faire l'économie de la science

Une fois n'est pas coutume, on parlera principalement de sciences sociales dans cette rubrique, car en ces temps agités de luttes sociales, la science économique qui peut permettre de rentrer dans ce domaine qu'on appelle l'épistémologie (ou philosophie des sciences). Cette science – qu'il vaudrait sans doute mieux qualifier d'ingénierie économico-sociale (en évitant de pousser des cris d'orfraie à la lecture de ce terme trop souvent perçu comme suspect) – appartient pleinement aux sciences en ce qu'elle relève, au même titre que la physique par exemple, des procédures rationnelles et logiques de validation de ses assertions, mais elle doit combiner deux classes hétérogènes de paramètres – et c'est là que tout se complique, ou se détériore… En effet, d'une part, des faits et des modèles qui rassemblent ces faits, qui en tentent l'explication – c'est la partie proprement scientifique du domaine. De l'autre, les choix de société que les dirigeants veulent mettre en place[1]. On peut appeler cela les prémisses sociales et morales de l'économie, constituées – dans les systèmes dans lesquels nous vivons – par un agglomérat de pseudo-faits vus comme évidents, d'affirmations idéologiques et de préconceptions pas ou peu étayées. Ainsi, le libéralisme économique est fondé sur les prémisses suivantes (je résume fortement) : les ressources sont un stock fini ; la rareté des biens et ressources est la norme, il faut donc gérer la rareté et c'est le rapport de l'offre et de la demande qui détermine l'allocation des ressources ; l'humain est intrinsèquement égoïste ; la combinaison de cet égoïsme foncier et de la rareté des biens détermine l'inégalité de l'accès aux biens et ressources, mais ce, de manière optimale eu égard à ces contraintes de base ; l'humain est intrinsèquement divers – ce qui est vrai, mais le libéralisme fait de cette diversité la source d'une inégalité fondatrice entre les humains, qui ne

peut être résorbée ; la main invisible du marché organise les rapports humains et les rapports des humains avec les biens et ressources. Etc. Peu importe que les raisonnements de la science économique libérale soient vrais (ce dont je ne discute pas ici, faute de place) ; du seul fait que ses prémisses sont fausses ou déficientes, ses conclusions ne peuvent qu'être fausses (ou tartuffardes).

L'article de René Berthier sur la globalisation et les retraites (p. 11) montre bien en quoi de telles prémisses (présupposés mal établis ou préjugés [de classes]) s'avèrent trompeuses. Le pseudo-argument de la nécessaire augmentation de l'âge de départ en retraite en raison de l'augmentation de l'espérance de vie en est un exemple flagrant : on transforme un fait contingent un en fait nécessaire, une faute logique grave. Nul doute que les intentions des gouvernants, au pouvoir ou aspirant à l'être, relèvent de la volonté d'asservir que de la faillite totale de la raison. Principalement, ce sont bel et bien les points des départ, les prémisses des raisonnement qui sont frauduleux. On peut les qualifier de paralogismes (ou raisonnements faux à l'apparence de rigueur – les illusions de la raison, selon Kant). Exemple : « (1) Tout ce qui est rare est cher. (2) Or un cheval bon marché est rare. (3) Donc un cheval bon marché est cher. » La prémisse 1 est vraisemblable, en première analyse, mais est en réalité incomplète et vicie donc tout le raisonnement (pourtant logiquement valide) et ultimement la conclusion. Une autre forme de paralogisme également courant est celui-ci : « (1) Paul n'est pas dans la même pièce que Sophie. (2) Sophie n'est pas dans la même pièce que Jean. (3) Donc Paul n'est pas dans la même pièce que Jean. » Là encore, le vraisemblable semble sauter aux yeux, or l'argument est incohérent donc invalide. De même, les généralisations hâtives, l'attribution d'une propriété du tout à la partie, ou d'une propriété de la partie au tout, etc., etc., tout cela concoure à piéger actions et raisonnements, à faire prendre des vessies pour des lanternes. Une énorme partie de la littérature économique – en sciences sociales d'une manière générale – produit ces aberrations de la pensée, et c'est avec les outils de la science, en plus de la lutte politique, qu'on combat les effets dévastateurs de cet empire de l'absurde.

C'est donc à une vigilance épistémologique, même minimale, que la fréquentation des sciences nous incite et pour laquelle les sciences peuvent nous armer[2].

Conclusions partielles

N'en déplaise aux charretiers de l'imposture scientifique[3], aux relativistes, aux propagandistes de la vacuité, aux partisans de Paul Feyerabend et de son pseudo-anarchisme en sciences (nous y reviendrons), etc., qui peuvent se réclamer des idées anarchistes, une conception anarchiste ou libertaire des sciences ne déroge en rien aux règles méthodologiques qui constituent l'architecture conceptuelle de toutes les sciences dignes de ce nom, bien qu'elles fussent – l'histoire en décidant – toutes promues par des systèmes politiques et économiques que nous récusons. En un mot, la physique qui se fait dans un labo de l'État n'est pas récusable pour cela, pas plus que parce qu'elle peut servir à fabriquer des bombes. Au contraire, dirais-je, une telle conception, héritant notamment des Lumières et des matérialistes du XVIIIe siècle ses linéaments les plus caractéristiques, doit conduire à ce qu'on appelle, d'un mot malheureusement disparu, la « philomathie[4] » ou l'amour des sciences et de l'instruction, de leur transmission.

En 1747, dans *L'Homme-machine*, le philosophe des Lumières et matérialiste radical Julien Offray de La Mettrie, avec la sagacité du philomathe, posait ce constat : « *Nous sommes de vraies taupes dans le chemin de la Nature ; nous n'y faisons guère que le trajet de cet animal ; et c'est notre orgueil qui donne les bornes à ce qui n'en a point.* » Il visait sans doute ceux de ses contemporains qui voyaient dans les « harmonies de la nature » – entendues comme les desseins merveilleux et impénétrables de Dieu – des mystères que nulle science n'aurait l'audace, moins encore le pouvoir, de dévoiler. Il visait les zélateurs d'une opacité définitive du monde.

Ainsi, devant l'obligation rationnelle – sans cela nous nous amenuisons et nous nous limitons – de ne point être moins que la taupe de La Mettrie, nous ne devons jamais cesser de forcer notre regard, de l'étendre, d'en renforcer la puissance et la portée par cette sorte très particulière de microscope qu'est la science.

La science, ainsi entendue comme la connaissance du matériau du monde, porte en elle une valeur inestimable : la liberté de poser toutes les questions rationnellement plausibles, dans le cadre heureusement contraignant de ses limites conceptuelles et cognitives, pour donner pleine expression à ce qui singularisent les humains : voir au-delà des apparences, c'est-à-dire *concevoir*. M. S.

---

1. Dans une société anarchiste, les gens (je ne dis pas « le peuple », je ne sais pas qui il est) prennent en charge ces choix, assumant au nom d'un idéal sociétal les règles, normes, principes, etc., susceptibles de fonder une société apaisée.

2. Lutte, combat, arme…, le vocabulaire est un peu martial, mais la situation semble l'exiger.

3. Lire avec un grand bonheur leur critique par Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Livre de poche, 1999, ainsi que, dans la même veine, le livre salutaire de Jacques Bouveresse, *Prodiges et vertiges de l'analogie. De l'abus des belles-lettres dans la pensée*, Raisons d'Agir, 1999, et bien sûr celui de Normand Baillargeon, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Lux éditeur, 2005.

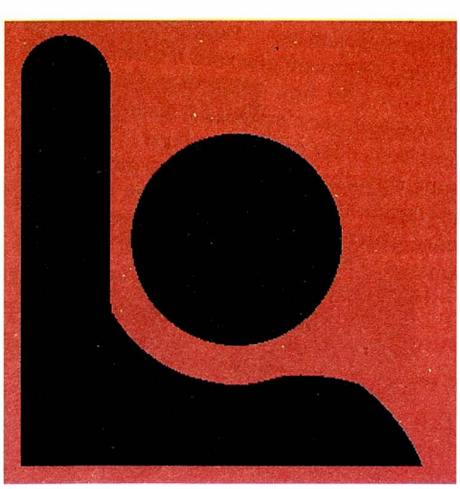
4. Verlaine, à propos de Rimbaud : « La fin de sa vie devait se ressentir de ces goûts d'enfance vers une générale « philomathie », grand mot qu'il affectionnait » (1896).

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. »
Inconnu

Les « lascars du lep électronique »

1986 fut marquée par un mouvement étudiant, intimement lié au nom de Malik Oussekine, mort sous les coups de la police. Les lycéens s'y invitèrent également et, parmi eux, les « lascars du lep électronique ». Leurs tracts firent sensation. Pas de langue de bois, une vitalité et une radicalité qui firent des heureux ou grincer des dents. Il faut dire que dans le concert d'étudiants inquiets pour leur avenir, ils posaient tout autrement la question. Pour eux, lycéens du technique, fils et filles de prolos, et futurs ouvriers ou chômeurs, il n'était pas question de se battre pour une université de laquelle ils étaient déjà exclus. La lecture de ces tracts vieux de près de vingt-cinq ans est d'une brûlante actualité. Les voici. Textes rassemblés par Laurent, du groupe libertaire d'Ivry.



On a voulu nous rendre cons… c'est raté !

Nous avons commencé à débrayer quand le bruit du mouvement étudiant est parvenu jusqu'à nous. Tout d'abord nous n'avons pas bien saisi. Contre quoi se battaient les étudiants ? Nous ne le savions pas. Mais ils se battaient contre… quelque chose et ça nous plaisait bien.

Nous sommes descendus dans la rue pour rompre la monotonie de l'école et parce que nous aussi nous étions violemment contre… quelque chose ! Mais quoi ? Ça, ça restait à préciser.

Quand nous sommes descendus dans la rue, nous y avons amené tout ce que nous aimions dans notre bahut, nos amis, nos copains, la rigolade, la joie et l'amitié. Nous nous sommes parlé comme jamais nous ne nous étions parlé, et ça nous a vachement plu. Le lycée, ça n'était donc pas les murs, ça n'était pas le programme ? C'était nous ! Tous ensemble ! En parlant, en courant, en réfléchissant, en discutant vite, très vite, nous avons compris beaucoup de choses.

Les étudiants se battent contre la loi Devaquet qui aggrave la sélection à l'université où nous n'irons jamais ! Mais la sélection on connaît ! On a déjà donné, très tôt, des gens « intelligents » nous ont orientés vers des filières courtes, les lep. En nous faisant bien sentir qu'on était incapables de faire autre chose et qu'après l'école ce serait (si nous trouvions du travail) encore pire. Il paraît que nous, c'est la loi Monory qui nous « concerne » et qu'elle aussi elle sera pire.

Pire que quoi ? Comment ? On voit pas très bien !

De toute façon, cette loi, on n'a pas besoin de la connaître pour la refuser ! Car nous ne voulons plus ce qu'on a, qui est misérable, et c'est pas pour en demander plus, ni moins. Plus de quoi, moins de quoi ! Qu'est-ce que ça change ? Être plus rentable pour ceux qui nous ferons trimer ? Merci bien ! Ça nous intéresse pas. Trouvez autre chose !

Nos professeurs nous entretenaient (sans conviction) dans l'illusion que nos diplômes, à condition que nous soyons travailleurs, ponctuels, attentifs, consciencieux, nous donneraient une place, oh ! pas merveilleuse, mais enfin une place tout de même : que nos études conditionneraient notre place dans le monde du travail. Il nous semble plutôt que c'est notre travail futur qui conditionne (déjà) nos études. Ça promet !

Nous, on pensait s'en tirer autrement, par la musique, les voyages, le théâtre, l'amitié, tout ça…, qu'on se débrouillerait, sans trop savoir comment, pour y échapper, en attendant on se taisait pour pas les vexer, les contrarier…, mais aussi parce qu'on voyait bien, au fond, qu'on était coincés, seuls, isolés.

Maintenant on sait : ça n'était pas un problème personnel, individuel.

C'est notre problème à tous !

En refusant passivement hier, activement aujourd'hui, l'école, c'est le travail et la vie de con qu'on nous a gentiment préparée que nous refusons ! Nous discutons, nous réfléchissons, nous rigolons bien, mais nous sommes très sérieux !

Vous avez failli nous avoir, c'est raté !

On a entrevu autre chose. On va foncer. Ça va chier !

Des lascars du lep électronique
décembre 1986

Tout ce qui est critiquable doit être critiqué. Nous critiquons.

Étudiants, hier nous étions dans la rue avec vous mais autant vous le dire tout de suite, la réforme « 2 Paquets » on s'en fout ! Pour nous la sélection a déjà joué. L'université nous est fermée, et nos CAP, nos BEP nous mènent tout droit à l'usine après un petit tour à l'ANPE.

Pour nous, la loi « 2 Paquets » est inutile : nous critiquons l'université. Nous critiquons les étudiants. Nous critiquons l'école. Nous critiquons le travail.

L'école nous donne les mauvaises places. L'université vous donne des places médiocres. Ensemble, critiquons-les ! Mais ne nous dites pas : « *Il faudra toujours des balayeurs, des ouvriers* », ou alors allez-y les gars, ces places-là on vous les abandonne de bon cœur, vous gênez pas !

On n'est pas plus bêtes que vous, on n'ira pas à l'usine.

Si vous critiquez seulement la loi « 2 Laquais » qui ne fait qu'empirer une situation mauvaise, vous n'avez rien compris !

Du reste, votre situation n'est pas de beaucoup meilleure que la nôtre. Une bonne partie d'entre vous (60 % paraît-il) abandonnera ses études avant le Deug ; et ces « mauvais étudiants » auront droit aux même boulots subalternes et mal payés qui sont notre lot.

Et quant aux « bons étudiants », qu'il sachent que les places moyennes qu'ils auront (les bonnes c'est pas à l'université qu'on les trouve) ont beaucoup perdu de leur prestige et de leur pouvoir. Aujourd'hui un médecin n'est plus un « monsieur », c'est un employé de la sécu. Et qu'est-ce qu'un professeur, un avocat ? Il y en a tant… !

Étudiants, si vous critiquez seulement la loi « 2 Caquets » et pas l'université, vous vous battrez seuls et la loi passera d'un coup ou par petits bouts, vous l'aurez dans l'cul !

Et, si par hasard elle ne passait pas alors tout serait comme avant et la moitié d'entre vous se retrouverait dans les bureaux, vos usines aseptisées.

Étudiants, c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société et nous à la produire.

Si vous bougez, si nous bougeons, tout peut bouger.

Mais si vous voulez seulement jouer les « apprentis Tapie », si vous voulez seulement gérer loyalement cette société et devenir à moindres frais, éducateurs, assistantes sociales, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues, psychologues, journalistes, directeurs du personnel ; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser… allez vous faire foutre !!!

Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclue, et nous abaisse, si vous voulez lutter, avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la vôtre et la nôtre, alors…

Frères (sœurs) avec nous, on vous aime !

Des lascars du lep électronique
décembre 1986

Papa, maman, ton fils, ta fille, est dans la rue !

Travailleurs de l'usine Exacompta, des PTT, de l'ANPE… travailleurs du Xe arrondissement, de Paris, de France et d'ailleurs…

Nous sommes les élèves du lep d'électronique, à un jet de boulon d'ici, vos fils. Aujourd'hui nous sommes dans la rue comme les étudiants. Mais pas exactement pour les mêmes raisons qu'eux. Ils se battent contre la sélection dans le cadre de l'université. Nous, nous nous battons contre la sélection de l'école, mais surtout contre la ségrégation sociale, contre la misère !

À l'école on nous parle sans cesse de l'entreprise, on nous propose d'y faire des stages, des visites comme au zoo, comme si c'était quelque chose de sympa, de naturel et qu'on avait le choix. On est venu vous demander votre avis et vous donner le nôtre.

Alors comment ça va dans l'usine, qu'ils appellent joliment « l'entreprise » ? Ça boume ? C'est sympa ? La paye est bonne ? Les machines silencieuses ? Le singe est cool ? Répondez-nous ! Sinon on va s'imaginer que la taule c'est infect, qu'on s'y emmerde, qu'on paume sa vie, que c'est désespérant, dégueulasse ! Et ne nous dites pas le contraire, on vous croirait pas, on voit quelle tête vous tirez quand vous rentrez le soir, vous nous regardez même pas, vous allumez la télé, vous bouffez, vous soufflez un peu, vous vous couchez.

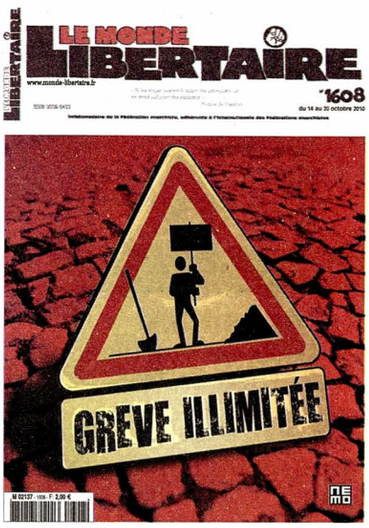
On s'adresse à vous car il y a quelques années, vous étiez à notre place, et ces années, vous êtes payés pour savoir combien elles ont filé vite ! Dans un an, deux, trois, c'est notre tour, alors on se renseigne pour n'être pas déçus plus tard. Alors, vous voulez pas sortir ? Qu'est-ce qui se passe ? Vous trouvez que tout va bien ? Ou peut-être que vous n'avez pas de revendications précises ? Hein ? C'est ça ? On va vous dire un secret : nous non plus ! Et justement, c'est la meilleure ! Celle qui les emmerde le plus, car là ils peuvent pas nous couillonner. Ce qui nous fait chier c'est un bloc, on peut pas faire le détail !

Vous dites : « *C'est irresponsable, vous ne gagnerez rien…* » Vous vous trompez : on a déjà gagné, nous nous sommes trouvé, nous avons communiqué entre nous, nous avons réinventé pour nous l'amitié, la fraternité, l'activité… On a rigolé, comme rarement ! C'est énorme ! Nous sommes dangereux, nous devenons intelligents !

Alors, les gars, les filles, vous voulez pas venir avec nous ? C'est dans l'air ? Vous ne le sentez pas ? Vous n'entendez rien ? C'est à cause des machines. Trop de bruit, trop de fumée ! Arrêtez-les ! Descendez dans la rue ! La première usine à descendre soutenir la jeunesse, ça fera un choc, dans dix ans encore on s'en souviendra : « *C'est eux ! C'est les premiers qui sont descendus !* » Vous savez ce qui les fait chier ; ils se disent, ils descendent… ils remonteront jamais… Parce que vous ne dites rien, ils croient que vous ne direz jamais rien ! Que c'est fini, qu'ils vous ont baisés ! Montrez leur que c'est eux, les cocus de l'histoire ! Descendez qu'on s'explique ! On est de l'autre côté du mur, sans patrons, sans partis, sans syndicats, libres comme les chevaux. Venez parlez avec nous. Sinon on va se faire ramasser ! On vous attend !

Hep ! On a besoin de papier !

Des lascars du lep électronique
décembre 1986



Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Hommage à Daniel Morignat

Quand la nouvelle d'une disparition d'un camarade vous tombe dessus en plein milieu des vacances, on se sent seul et désemparé. Daniel Morignat nous a quitté en août dernier à la suite d'une longue maladie… Militant de longue date au Syndicat des correcteurs CGT, en première ligne pendant la longue grève du *Parisien libéré*, délégué du personnel à *L'Aurore* et la Sirlo, il aura été de tous les combats syndicaux. Membre, pendant de nombreuses années, du comité syndical des correcteurs, il aura été au groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste dans les années 1980. À sa compagne Martine, à son fils Boris, notre salut fraternel et ému. Voilà.

Thierry Porré
Groupe Pierre-Besnard

dessin réalisé par Rosely

Radio libertaire

Jeudi 28 novembre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité. Invitée : Monique Sené, cofondatrice du GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) et de la *Gazette nucléaire*. Elle est à l'origine, lors d'un débat télévisé le 1er mai 1986, de la révélation du passage du nuage radioactif de Tchernobyl sur la France, nié par le gouvernement de l'époque Chirac-Mitterrand.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Chanter la paix avec Boris Vian et le Gérant du Rare.

Entre chiens et loups (20 h 30) Anartiste. Présentation du deuxième tome de *Art et Anarchie*.

Vendredi 29 octobre

Place aux fous (13 h 00) PAF Musique.

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie. Invitée : la philosophe américaine Judith Butler.

Offensive (21 h 00) Libertaire et sociale…

Samedi 30 octobre

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales. Les ouvriers coréens de Valéo viendront expliquer où ils en sont de leur mouvement de grève. Le syndicalisme dans l'intérim : à Manpower, comment les délégués syndicaux sont séquestrés par la direction.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres… Marie-Claire Buzy : entretien avec Nicolas Mourer.

Tribuna Latino Americana (19 h 00) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène. La Victoria, chaîne de télévision alternative chilienne : rencontre avec ses fondateurs, Luis Lillo et Cristian Valdivia.

Dimanche 31 octobre

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Restons éveillés ! (00 h 00) Nouvelle émission de libre antenne. Elle a pour but de donner la parole aux personnes qui souhaitent s'exprimer sur les sujets de la vie, de mobilisation, de présentation de projet ou passer de simples coups de gueule…

Lundi 1er novembre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

Trous noirs (16 h 00) Salariés de divers secteurs, précaires, chômeurs, lycéens, étudiants, au coude à coude pour soutenir les grévistes, participer aux manifs « sauvages », voilà de quoi effrayer l'État, ses forces du désordre et ses « partenaires sociaux ». Des compagnons anarchistes en débattent.

Les mangeux d'terre (18 h 00) Enjeux écologiques.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. Par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

Mardi 2 novembre

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité. Thème : métaphysique de l'art.

Wreck this mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Pas de quartiers… (18 h 00) Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine…

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années 60.

Mercredi 3 novembre

La bibliothèque anarchiste (08 h 00) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions (Part two).

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 4 novembre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Le contre-sommet de Lisbonne (du 19 au 21 novembre) pour la dissolution de l'Otan.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 28 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle : Éducation populaire, éducation nouvelle, éducation libertaire ? Quatrième rencontre/débat : Pédagogie libertaire et/ou autogestionnaire : les 30 ans du LAP. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 29 octobre

Nanterre (92)

Projection-débat sur la présence militaire française en Afrique avec Raphael Granvaud, auteur de *Que fait l'armée française en Afrique ?* Projection du film *France-Rwanda 1994, complicité de génocide* réalisé par Survie, dans le cadre de la semaine contre le néocolonialisme et la Françafrique.

Ivry (94)

Rencontre avec Gérard Noiriel, pour son livre *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question.* Librairie Envie de lire, au 16, rue Gabriel Péri. Métro Mairie d'Ivry.

Jeudi 4 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Dans le cadre des Rencontres libertaires sur la liberté d'expression, le groupe La rue râle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film *Chomsky & Cie.* Salle des fêtes. Entrée à prix libre. Contact : laruerale@no-log.org

Toulouse (31)

20 heures. Conférence-débat organisé par la CGA Toulouse : « Du chantage à l'emploi à la fermeture », avec des témoignages de militants syndicalistes et anarchistes de Freescale et Conti Toulouse. À l'Athénée Albert Camus, 36, rue de Cugnaux. Métro St-Cyprien.

Vendredi 5 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Soirée-débat « Démocratie et la liberté d'expression », avec Pièces et main-d'œuvre, dans le cadre des Rencontres libertaires organisées par le groupe La rue râle de la Fédération anarchiste. Salle de fêtes, rue des écoles. Contact : laruerale@no-log.org

Samedi 6 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

9 heures-23 heures. Rencontres libertaires sur la liberté d'expression : 10 heures, ateliers d'expression : écriture, dessin, radio. 12 h 30, repas autogéré, bio, végétarien, à prix libre (venez aider à préparer à partir de 10 heures). 14 h 30, conférence-débat sur les médias et au-delà avec Philippe Raulin, Université populaire de St Denis et Radio libertaire. 16 heures, table ronde sur la presse indépendante et critique (*Monde libertaire, Le Postillon, Timult, CQFD*). 18 heures, apéro-vernissage autour de l'expo des dessinateurs du *Monde libertaire*. 19 heures, repas autogéré. 20 h 30, spectacle *Ça va le monde ? ! Le temps fragile des utopies* par Les Passeurs (entrée à prix libre, soirée de soutien). Salle des fêtes. Contact : laruerale@no-log.org

Dimanche 7 novembre

Saint-Denis (93)

15 heures. Les dimanches de la Dionyversité au Musée de Saint-Denis. Flic ou contre-flic ? Raoul Rigault, un communard controversé.

Samedi 13 novembre

Evry (91)

19 h 30. Débat public : « Sortons de l'impasse suicidaire du capitalisme ». Animé par Jean-Marc Raynaud, militant de la Fédération anarchiste. Salle de l'ACV, 230, allée Jean Rostand.

Marseille (13)

De 10 heures à 23 heures. Foire aux livres anarchistes de Marseille. Éditeurs présents : AAEL, Agone, Alternative libertaire, L'Atinoir, La Casbah, Le Chien rouge, CNT, CNT-AIT, Le Flibustier, Front libertaire (livres d'occasion), K'A, Éditions du Monde libertaire et Éditions libertaires, Le Monde à l'envers, Offensive, Réfractions, Les Renseignements généreux, Tahin party, Timult. Le CIRA présentera sur son propre stand les éditeurs qui ne pourront venir. Deux ateliers de discussion seront également proposés. À 15 heures : « Discussion sur divers projets de *Do it yourself* ». À cette occasion, on pourra s'initier à la sérigraphie (dix personnes, 6 heures), à l'échange de logiciels libres et au montage d'un livre. À 16 h 30 : « Quels moyens de luttes entre contre-violence et non-violence ? » Au CRDP, 31, boulevard d'Athènes (en bas des escaliers de la gare St-Charles). Entrée : libre participation.

Jeudi 18 novembre

Ivry-sur-Seine (94)

20 heures. Le groupe libertaire d'Ivry et le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste vous invitent à une discussion publique intitulée « Qu'est-ce que le communisme libertaire ? ». Le débat sera précédé d'une projection du documentaire *Sous le signe libertaire*, sur les réalisations révolutionnaires des anarchistes espagnols entre 1936 et 1937. Au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Métro Pierre-Curie.

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Pour faire suite à la « semaine de la solidarité », le groupe La rue râle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée-débat sur la Françafrique avec André Fine, président de Survie Isère. Maison du Royans, 29 rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Organisées par
le collectif libertaire "La rue râle"

LIBERTE D'EXPRESSION

Rencontres Libertaires

4 au 6 novembre 2010

Jeudi 4 à 20h30.
Salle des fêtes de
St Thomas en Royans.
Film/Débat : Chomsky & Cie.

Du 5 au 6 à la salle des fêtes de St Jean en Royans.

Vendredi 5 à 20h30. Rencontre/débat
avec Pièces et Main d'Oeuvre autour
de la démocratie et la liberté d'expression.

Samedi 6 à 10h00.
Ateliers Radio, écriture et dessin.

14h30. Conférence/débat
la liberté d'expression, les médias et au-delà,
avec Philippe Raulin, Université populaire
de St Denis (Paris) et Radio libertaire.

16h00. Table ronde sur la presse
critique et indépendante.
Monde libertaire, Timult, Le Postillon, CQFD.

18h00. Apéro/Vernissage
autour de l'exposition des dessinateurs et
dessinatrices du Monde libertaire.

20h30. Spectacle. Entrée à prix libre.

Samedi midi et soir venez aider la Marmite,
cantine autogérée, bio et végétarienne à prix libre.

Entrée libre tout le week-end avec la présence de
RADIO LIBERTAIRE et RADIO ROYANS.
Tables de presse, buvette.

Contact : laruerale@no-log.org

http://vercors-libertaire.blogspot.com